

NOTE DE CONJONCTURE SOCIÉTALE

DÉBUT 2013 : LES FRANÇAIS TÉTANISÉS

CONFIDENTIEL

Document réservé aux souscripteurs du système d'enquête
« Conditions de vie et aspirations »

Régis Bigot, Patricia Crouette, Emilie Daudey, Sandra Hoibian, Jörg Müller

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00
Fax 01 40 77 85 09



Table des matières

INTRODUCTION	3
1. LES FRANÇAIS N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI PESSIMISTES POUR LA FRANCE	4
1.1 L'impression d'assister à un naufrage collectif	4
1.2 Quelles perspectives pour l'avenir ?	5
2. LES FRANÇAIS SE PRÉOCCUPENT PLUS DU CHÔMAGE QUE DE LA PAUVRETÉ	7
3. FATIGUE DE LA COMPASSION	10
3.1 La pauvreté a gagné du terrain depuis le début de la crise de 2008, pourtant, elle n'est pas au centre des préoccupations	10
3.2 Montée des craintes de déresponsabilisation des politiques sociales	11
3.3 Les politiques sociales sont moins soutenues par les Français.....	12
3.4 Durcissement des jugements malgré le durcissement de la crise	13
3.5 La lutte contre les inégalités semble moins urgente qu'en 2012.....	15
4. POUSSÉE DU RADICALISME À UN NIVEAU RECORD	16
4.1 Malgré la crise, la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement des services publics reste élevée	16
4.2 En revanche, les Français portent un jugement plutôt sévère sur le fonctionnement de la justice.....	17
4.3 La confiance dans les gouvernements successifs s'érode.....	18
4.4 Les Français expriment un besoin de changement radical de société	20
5. LES FRANÇAIS ONT LE SENTIMENT D'ÉVOLUER DANS UN UNIVERS PLUS INSÉCURISANT	22
5.1 Le sentiment de sécurité en recul pour la deuxième année consécutive	22
5.2 La menace croissante du chômage.....	24
5.3 Peur de la guerre, peur du nucléaire	25
5.4 Regain des craintes par rapport aux accidents de la route et aux agressions dans la rue.....	26
5.6 Progression d'un certain mal-être	27
6. LES JEUNES PLUS CONSERVATEURS, LES SENIORS PLUS TOLÉRANTS	29
6.1 La famille, valeur refuge en temps de crise ?	29
6.2 Progression de l'adhésion au mariage des personnes de même sexe, mais revirement d'opinion quant à l'homoparentalité	33
6.3 Evolution des clivages générationnels.....	36
7. UNE POPULATION PLUS MODERNISTE EN MATIÈRE DE MŒURS MAIS TOUJOURS AUSSI DÉPRIMÉE ..	38
7.1 L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2013).....	40
7.2 Trente-cinq ans d'évolution des opinions	42
7.3 Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques.....	48
CONCLUSION.....	51
ANNEXES : GRAPHIQUES ÉVOLUTIFS PAR GROUPE DANS L'ESPACE DES OPINIONS.....	53

Introduction

La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations ». Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2013, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur longue période.

Depuis quatre ans, maintenant, le moral de la population est au plus bas. Après l'effondrement de 2009, l'opinion s'était légèrement ressaisie en 2011, plus elle a de nouveau chuté en 2012. Cette année, **au début de 2013**, les signes de reprises sont faibles, quasiment imperceptibles. Si une minorité de nos concitoyens ont l'impression d'apercevoir le bout du tunnel pour ce qui les concerne, **la plupart ont l'impression d'assister à un naufrage collectif**.

Cette année, le rapport analyse les thèmes suivants :

1. Quel est l'état d'esprit de l'opinion aujourd'hui ? Quelles variations observe-t-on par rapport à l'an dernier ? Quel regard chacun porte-t-il sur sa propre situation et sur celle des autres ?
2. Quelles sont les principales préoccupations des Français au début 2013 ? Chômage, environnement, pauvreté, tensions internationales, conflits sociaux, insécurité ?
3. Que pensent les Français de l'aide aux plus démunis ? Sont-ils convaincus par l'efficacité des politiques sociales ? L'Etat providence à la française ne comporte-t-il pas un risque de déresponsabilisation des personnes protégées ?
4. Comment, dans un contexte de crise économique qui perdure, nos concitoyens jugent-ils le fonctionnement des pouvoirs publics, des institutions ? Ont-ils encore confiance dans la politique pour influencer sur le réel, améliorer leur quotidien ? Quelle proportion de la population est tentée par le radicalisme ?
5. Un chapitre étudiera la montée des inquiétudes, pas seulement celles qui sont liées à la violence et à l'insécurité, mais également toutes les peurs qui conduisent à fragiliser la confiance des individus les uns dans les autres, les craintes susceptibles de paralyser le corps social.
6. Quel rôle joue la famille en temps de crise ? Les valeurs traditionalistes reviennent-elles en force ? Comment ont évolué, cette année, les opinions relatives au mariage entre deux personnes de même sexe ?
7. Quel portrait synthétique peut-on faire de l'opinion aujourd'hui, comparé à l'an dernier, mais également au regard des 35 dernières années ?

1. Les Français n'ont jamais été aussi pessimistes pour la France

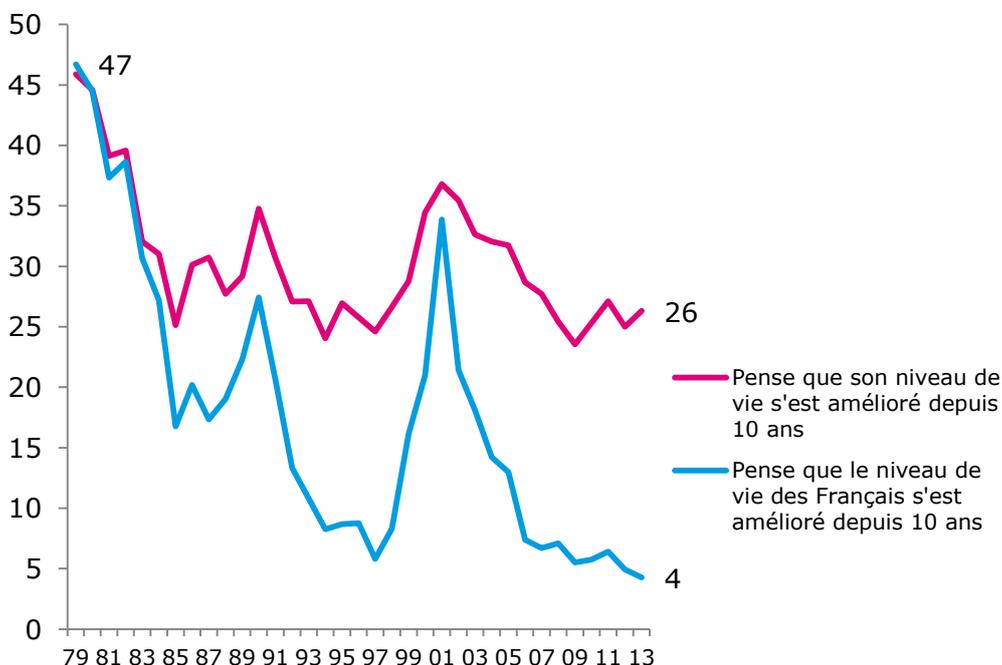
1.1 L'impression d'assister à un naufrage collectif

On peut mesurer l'évolution du moral des ménages de plusieurs manières. Nous avons choisi, dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations », de suivre deux angles complémentaires : étudier la manière dont les Français perçoivent l'évolution de *leur* niveau de vie et l'idée qu'ils se font de l'évolution du niveau de vie de *l'ensemble des Français*. Cette double focale est riche d'enseignements.

Le premier constat est que jamais, depuis 35 ans que nous suivons ces indicateurs, les Français n'ont porté un regard aussi pessimiste sur leur société : seuls 4% de nos concitoyens estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré depuis 10 ans. La chute est vertigineuse depuis 2001 (-30 points) ; elle est encore plus édifiante lorsqu'on regarde 35 ans en arrière, quand près d'une personne sur deux (47%) faisait le constat d'un enrichissement collectif sur longue période.

Graphique 1 – Pessimisme collectif record

Proportion d'individu qui pensent que leur niveau de vie s'est amélioré au cours des 10 dernières années et Proportion d'individus qui pensent le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Deuxième résultat fort : alors qu'à la fin des années 1970, au sortir des Trente Glorieuses, les perceptions individuelles étaient parfaitement calées avec les perceptions collectives, **une profonde divergence s'est instaurée**, année après année — surtout durant les périodes de

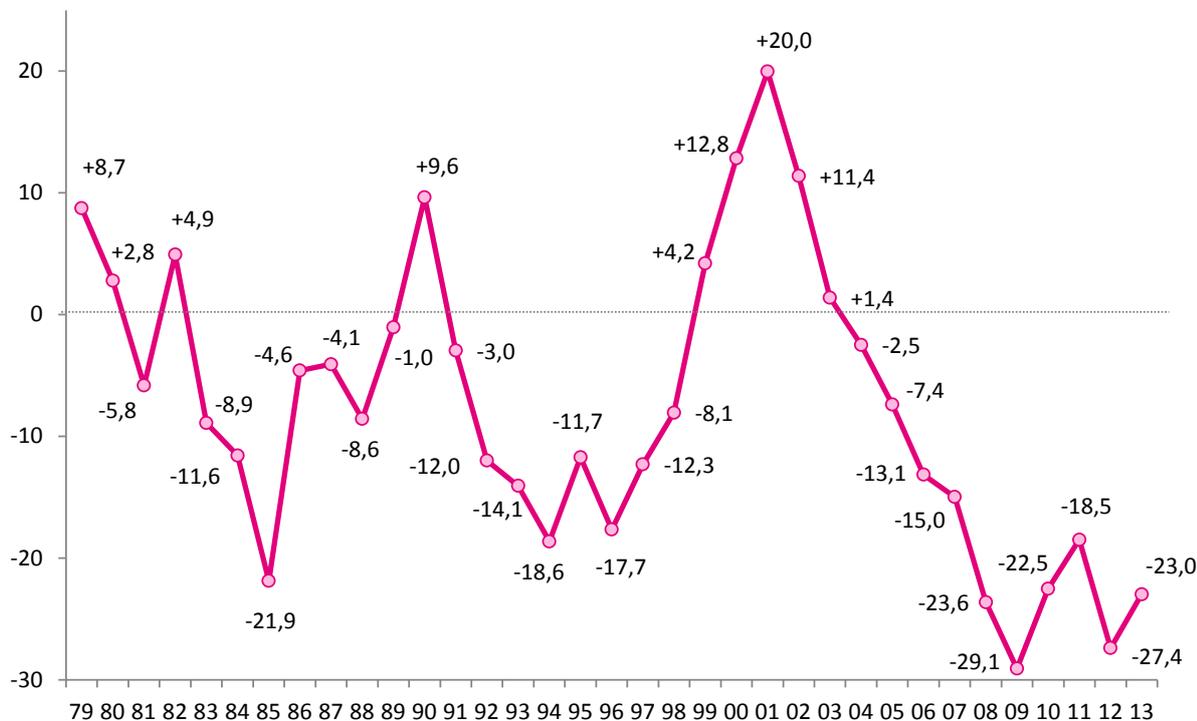
crises — **entre le point de vue que l'on porte sur soi-même et l'idée que l'on se fait de la situation des autres.** Le plongeon général dans la morosité s'est doublé d'une déconnexion entre les représentations individuelles et collectives. Les Français estiment de plus en plus souvent que leur niveau de vie personnel s'est dégradé, mais ils portent un jugement encore plus noir sur la situation globale. Tout se passe comme si une minorité de nos concitoyens (26%) avait l'impression de se tirer d'affaires dans ce qui s'apparente à un naufrage collectif. Le risque est celui de la paralysie : les rares qui voient leur situation personnelle s'améliorer peuvent, en effet, être freinés dans leur dynamique s'ils anticipent que leur société s'effondre. Pourquoi et comment investir, innover, créer dans un monde qui semble se délabrer ?

1.2 Quelles perspectives pour l'avenir ?

Dans cette tempête, on décèle néanmoins une timide lueur d'espoir. Étudions la situation sous un autre angle, à partir d'un « indicateur résumé du moral de la population », qui laisse de côté l'image que l'on se fait de la dynamique collective, mais qui intègre une dimension prospective : comment les Français imaginent-ils l'évolution de leurs conditions de vie dans les 5 prochaines années ?

Graphique 2 – Peut-on enfin envisager un rebond du moral ?

Indicateur résumé du moral de la population*



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

* L'indicateur résumé du moral de la population est la moyenne arithmétique des deux indices suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) et perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives).

Les perspectives restent extrêmement sombres puisque l'indicateur est profondément négatif, évoluant dans les zones les plus basses enregistrées depuis 35 ans. Mais on note un léger rebond cette année (+3 points). Et il semblerait que la tendance à moyen terme ne soit pas celle d'une poursuite de la chute. Le mouvement vers le haut est fragile, mais il s'inscrit dans une trajectoire de consolidation : comme si on ne pouvait aller plus bas qu'en 2009, au pire moment de la crise économique et financière. Depuis 4 ans, le moral des ménages oscille, il remonte légèrement (en 2010 et 2011), il rechute (comme en 2012), puis remonte cette année, mais, dans l'ensemble il semble à peu près stabilisé.

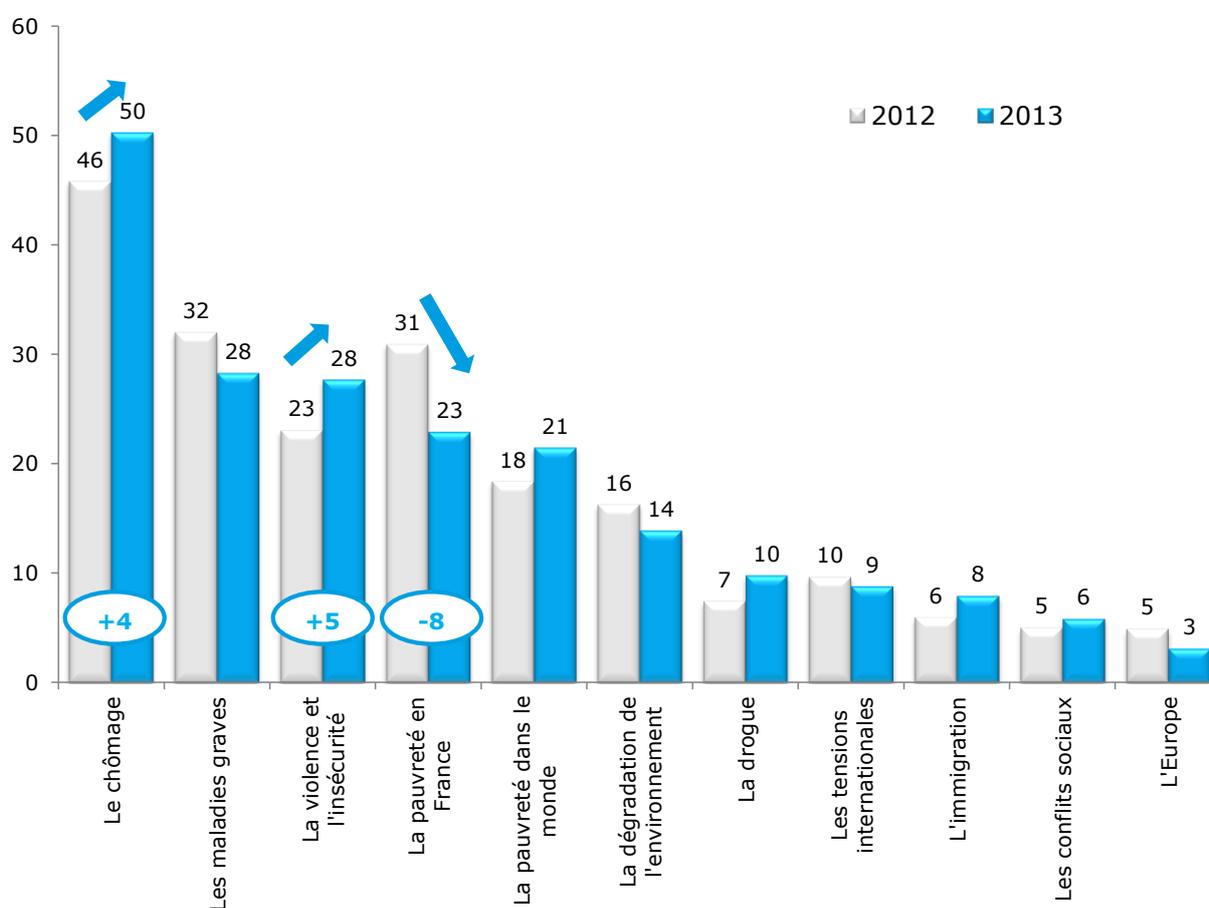
Si l'on prête quelque crédibilité à l'analyse « chartiste » — selon laquelle l'allure des courbes et les formes qu'elles dessinent au fil du temps permettent de prévoir les tendances à venir —, **on est tenté d'imaginer que la reprise pourrait se profiler à l'horizon d'un an ou deux.** L'indicateur synthétique du moral des ménages dessine ainsi un « W », comme lors de la crise de 1993. Rappelons que la crise de 1993, après quelques soubresauts, a été suivie d'une remontée spectaculaire du moral des ménages, tiré vers le haut par une grappe d'innovations technologiques fondées sur les communications électroniques (diffusion du téléphone mobile, apparition d'Internet...).

2. Les Français se préoccupent plus du chômage que de la pauvreté

Le chômage est, de loin, la principale préoccupation des Français : une personne sur deux cite ce problème comme l'un des deux sujets qui le soucient le plus. Ce thème prédomine encore plus nettement que l'an dernier. On retrouve alors une situation que l'on avait déjà rencontrée dans les années 1993-1996 (cf. Graphique 4) et qui reste exceptionnelle sur longue période.

Graphique 3
Le chômage est, de très loin, la première préoccupation des Français

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

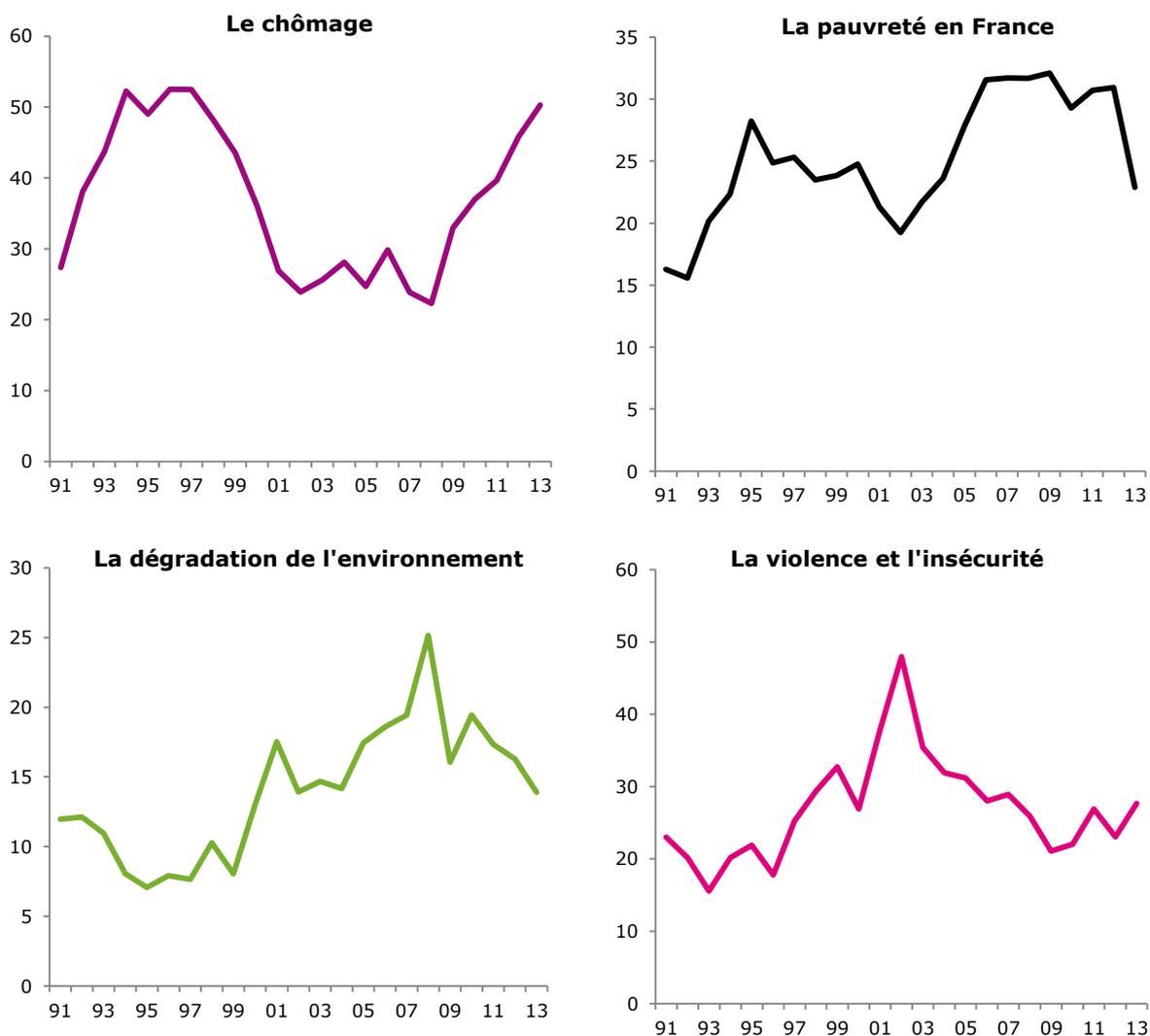
En un an, plusieurs variations sont notables : en même temps que les inquiétudes vis-à-vis du chômage ont progressé (+4 points), celles concernant la pauvreté en France se sont nettement repliées (-8 points). Cela peut sembler paradoxal, car les évolutions du chômage et de la pauvreté sont souvent liées : un travail récent du CREDOC à ce sujet rappelle l'étroite corrélation entre ces deux dimensions, le chômage étant parfois l'antichambre de la pauvreté¹.

¹ Voir Régis Bigot et Emilie Daudey, « La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté », Document de travail, Série Etudes et Recherche, DREES, à paraître.

Nous reviendrons sur ce point plus en détail dans le prochain chapitre, mais il semblerait que nos concitoyens, qui sont habituellement plus compatissants à l'égard des personnes qui vivent en situation de pauvreté lorsque la conjoncture est difficile, se montrent aujourd'hui moins enclins à soutenir les politiques sociales. C'est un phénomène assez nouveau : **une sorte de découplage est en train de s'opérer dans l'opinion entre la peur du chômage et la peur de la pauvreté.**

Graphique 4 - La pauvreté et l'environnement passent au second plan

Proportion d'individus citant l'un de ces thèmes parmi les deux qui les préoccupent le plus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Une autre variation importante cette année concerne les préoccupations pour la violence et l'insécurité, qui s'affichent en forte progression au début 2013 (+5 points), si bien qu'elles se classent au deuxième rang, *ex-aequo*, des principales inquiétudes de nos concitoyens. Les questions autour de la drogue progressent également de 2 points. Ici, une mise en perspective historique n'est pas inutile. L'insécurité avait considérablement mobilisé l'opinion publique au cours des années 2001, 2002 et 2003. A cette époque — où le taux de chômage était moindre

— le débat public portait souvent sur les politiques de sécurité. Puis le regard s’est tourné vers d’autres préoccupations : l’environnement, la pauvreté en France ou dans le monde, les maladies graves... Si, aujourd’hui, les préoccupations pour l’insécurité se classent en deuxième position dans la hiérarchie, leur « niveau » en valeur absolue est bien moindre qu’en 2002 (28% citent aujourd’hui ce sujet, contre 50% en 2002).

Un dernier commentaire : l’environnement, depuis 2008, semble de moins en moins prioritaire. Ce thème perd régulièrement du terrain depuis que la crise économique a éclaté. La persistance du chômage renvoie clairement à l’arrière-plan les considérations liées au développement durable.

Tableau 1
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

(deux réponses possibles, en %)

Années	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	Δ
Chômage	27	38	44	52	49	52	52	48	44	36	27	24	26	28	25	30	24	22	33	37	40	46	50	+4
Maladies graves	28	28	29	26	30	29	26	28	30	33	38	31	30	39	33	29	32	33	33	32	29	32	28	-4
Pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	25	23	24	25	21	19	22	24	28	32	32	32	32	29	31	31	23	-8
Violence et insécurité	23	20	16	20	22	18	25	29	33	27	38	48	35	32	31	28	29	26	21	22	27	23	28	+5
Pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	21	17	17	18	18	23	23	22	21	25	26	20	18	21	+3
Dégrad. environnement	12	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	14	15	14	17	19	19	25	16	19	17	16	14	-2
Tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	7	6	10	20	12	12	8	11	13	15	9	9	10	9	-1
Drogue	37	34	30	28	21	24	22	20	22	23	21	21	12	14	14	10	11	9	9	11	10	7	10	+3
Immigration	16	16	14	14	14	13	13	14	11	9	8	10	13	11	10	11	12	11	6	7	7	6	8	+2
Conflits sociaux	4	3	3	3	4	7	5	3	4	4	4	5	5	6	4	6	5	6	7	4	7	5	6	+1
Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	2	2	1	2	3	3	4	3	2	2	3	2	5	3	-2

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Note : le total en colonne dépasse 100%, car les enquêtés pouvaient choisir deux sujets.

Lecture : la dernière colonne Δ calcule la variation entre 2012 et 2013.

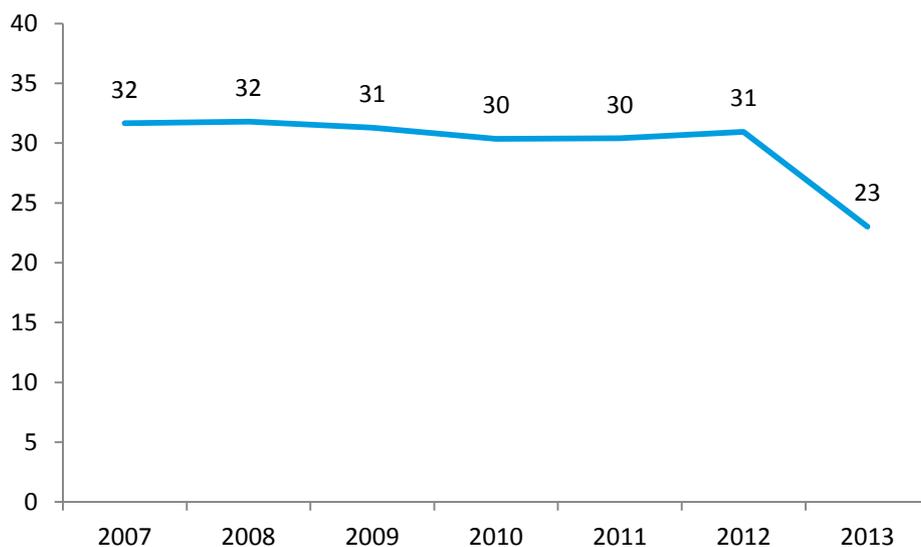
3. Fatigue de la compassion

3.1 La pauvreté a gagné du terrain depuis le début de la crise de 2008, pourtant, elle n'est pas au centre des préoccupations

Sur le front de la pauvreté, le constat est doublement négatif. D'une part, la pauvreté est répandue en France : l'hexagone compte aujourd'hui 4,8 millions de personnes gagnant moins de 803€ par mois (pour une personne seule²). Surtout, **elle gagne du terrain depuis la crise économique amorcée au printemps 2008**. Le taux de pauvreté monétaire³ a atteint 13,5% de la population en 2010, son niveau le plus haut depuis 1997.

Pourtant, comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, **la population française semble moins préoccupée par la pauvreté en 2013 qu'elle ne l'a été ces dernières années**. La « pauvreté en France » est citée comme l'un des deux principaux sujets de préoccupation par 23% de la population en 2013, contre 32% en 2008. Les Français ont tourné toute leur attention vers « le chômage » (50% des gens le citent comme une de leurs deux préoccupations principales).

Graphique 5 – Proportion de Français citant « La pauvreté en France » comme une de leurs deux préoccupations principales, parmi 12 thèmes (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Nous allons voir que la baisse de l'attention portée à la pauvreté s'accompagne d'un **durcissement de l'opinion** : l'opinion est moins compatissante, elle pense moins souvent que « les pauvres n'ont pas eu de chance » et plus souvent « qu'ils ne font pas assez d'effort pour s'en sortir » ; le soutien aux politiques sociales fléchit corrélativement.

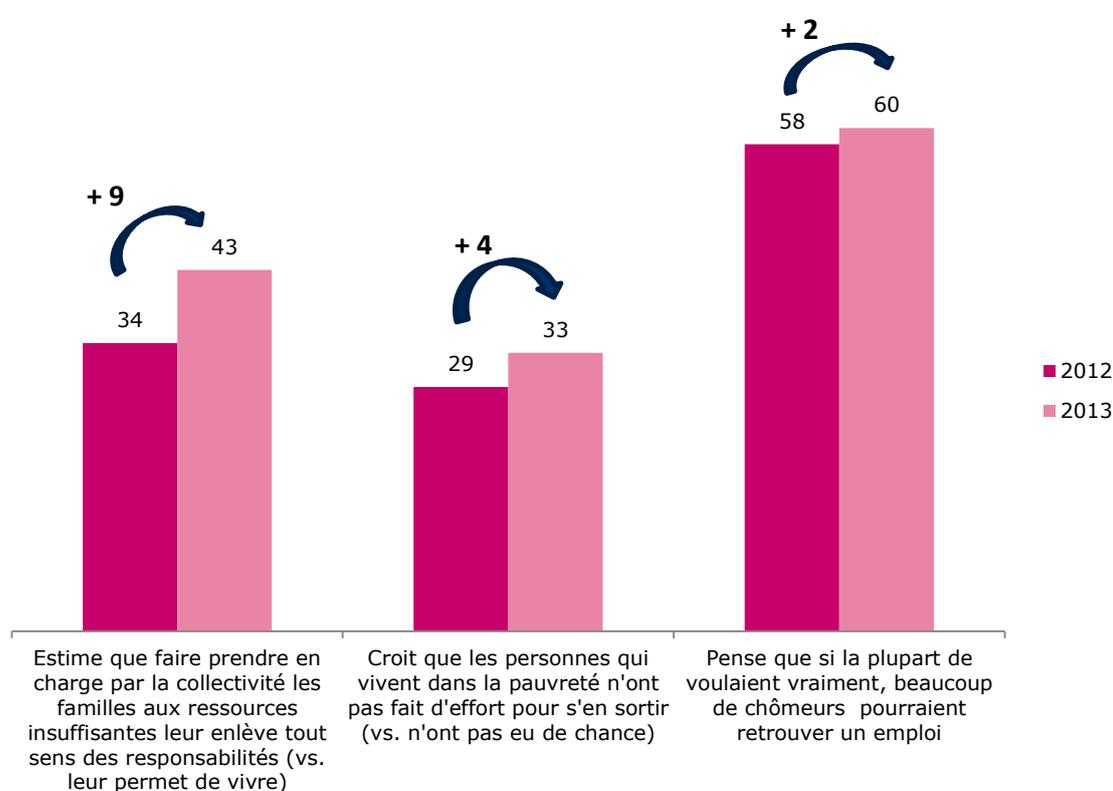
² Calculs à partir des dernières données disponibles de l'INSEE : 2010.

³ Calculé à partir de 60% du niveau de vie médian.

3.2 Montée des craintes de déresponsabilisation des politiques sociales

En 2013, plus de deux Français sur cinq considèrent (Graphique 6) que «la prise en charge par la collectivité des familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités » (contre 55% que cela « leur permet de vivre »). Cette idée est certes encore minoritaire mais **elle s'est fortement répandue** entre 2012 et 2013 (+9 points). Dans le même registre, les Français sont plus nombreux cette année à penser que «les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir » (+4 points entre 2012 et 2013) au détriment de l'idée selon laquelle les pauvres «n'ont pas eu de chance ».

Graphique 6 – Les pauvres sont-ils responsables de leur situation? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Lecture : En 2012, 34% des Français estimaient que « Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités (vs. leur permet de vivre) ». Ils sont 43% en 2013.

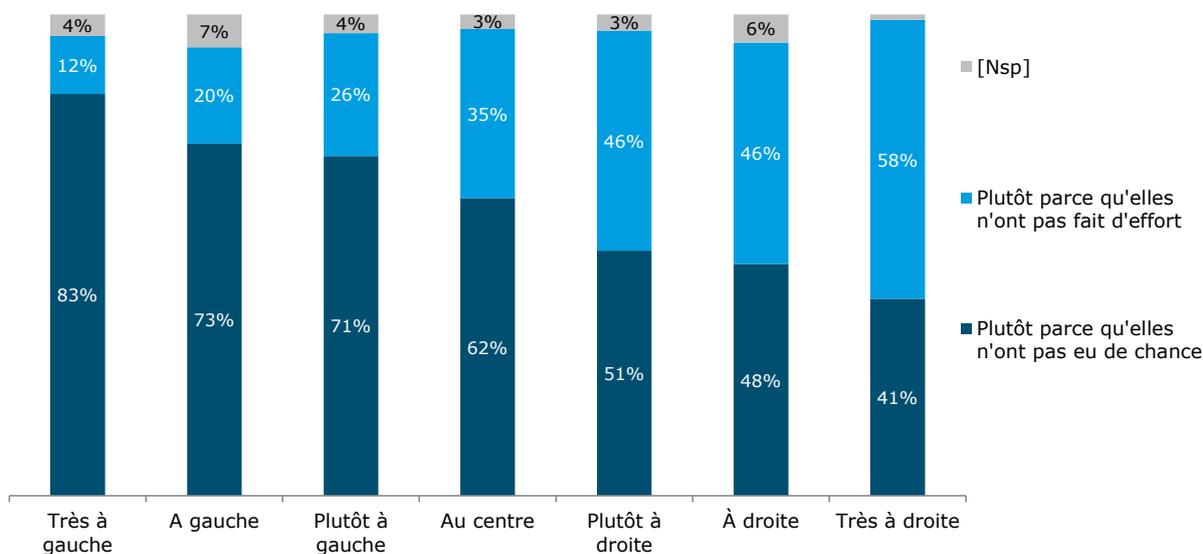
Une majorité de personnes interrogées (60%) croient que « si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi » et cette affirmation est en légère progression cette année (+2 points). L'augmentation semble ici plus contenue, sans doute en raison de la très forte poussée du chômage et des peurs qu'elle suscite.

La crainte des effets déresponsabilisants dépend beaucoup des convictions politiques de chacun. Plus l'interviewé se situe spontanément à droite sur l'échelle politique, plus il a tendance à considérer que les pauvres ne font pas assez d'effort pour s'en sortir. A l'inverse, 83% des personnes se déclarant « très à gauche » pensent que les pauvres n'ont pas eu de

chance, contre seulement 41% parmi les personnes se déclarant « très à droite ».

Graphique 7 – Les explications de la pauvreté selon l’opinion politique affichée

« Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? » (en %)



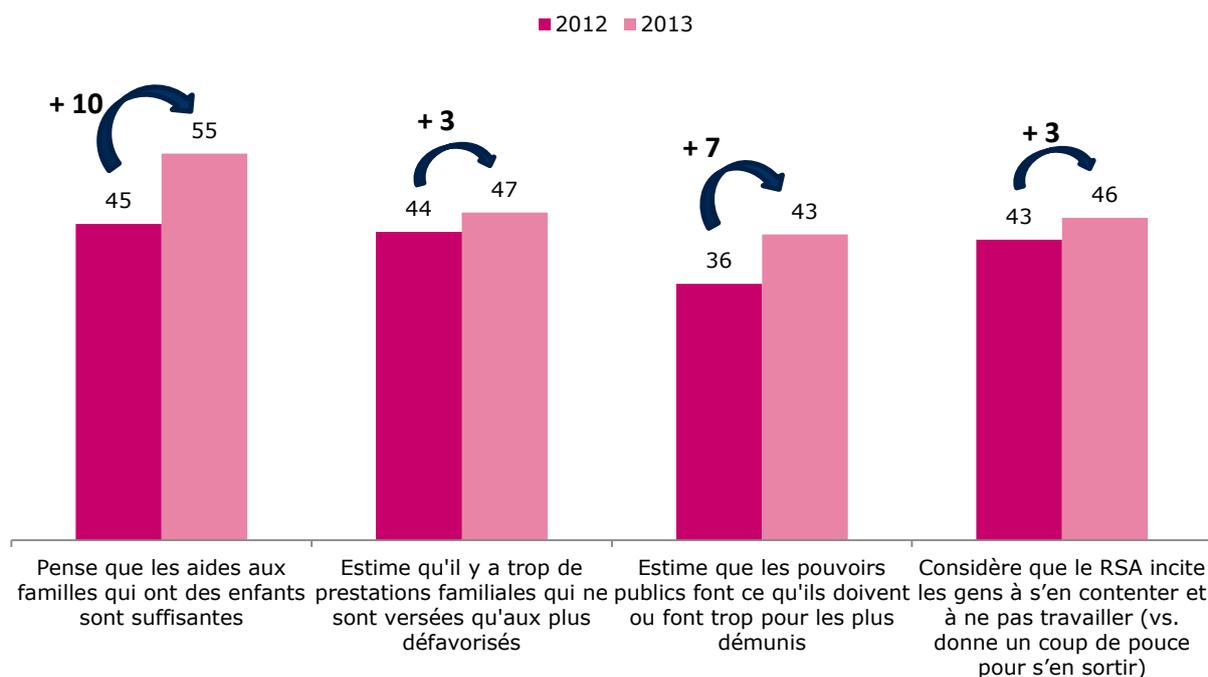
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

3.3 Les politiques sociales sont moins soutenues par les Français

Les aides publiques aux plus fragiles avaient été largement soutenues les premières années de la crise économique et financière, elles étaient le « filet de sécurité » offert par le modèle de protection sociale « à la Française » et permettaient d’alléger les souffrances entraînées par la crise. Aujourd’hui, **les politiques sociales ont nettement perdu de leur aura** auprès de l’opinion française. Les aides publiques sont nettement moins souvent plébiscitées cette année.

Le durcissement de l’opinion concerne l’ensemble des aides sociales (RSA, prestations familiales, aide aux plus démunis...) : en 2013, nos concitoyens sont 55% à trouver que « les aides familles qui ont des enfants sont suffisantes », contre seulement 45% l’année passée (+10 points) ; 47% d’entre eux pensent que trop de ces prestations ne sont versées qu’aux plus défavorisés (+ 3 points, par rapport à 2010); 43% estiment que « les pouvoirs publics font trop ou font ce qu’ils doivent pour aider les plus démunis » (+7 points par rapport à 2012). Le RSA est à son tour critiqué : 46% des personnes interrogées pensent que ce dispositif « incite les gens à s’en contenter et à ne pas travailler » (+3 points par rapport à 2012).

Graphique 8 – Les politiques sociales mises en cause (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Lecture : 45% des personnes interrogées début 2012 pensaient que « les aides aux familles qui ont des enfants sont suffisantes ». Ils sont 55% au début de l'année 2013.

Note : La question « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Il y a trop de prestations familiales qui ne sont versées qu'aux plus démunis » n'a pas été posée en 2012. Les 44% présentés dans le graphique portent sur 2010.

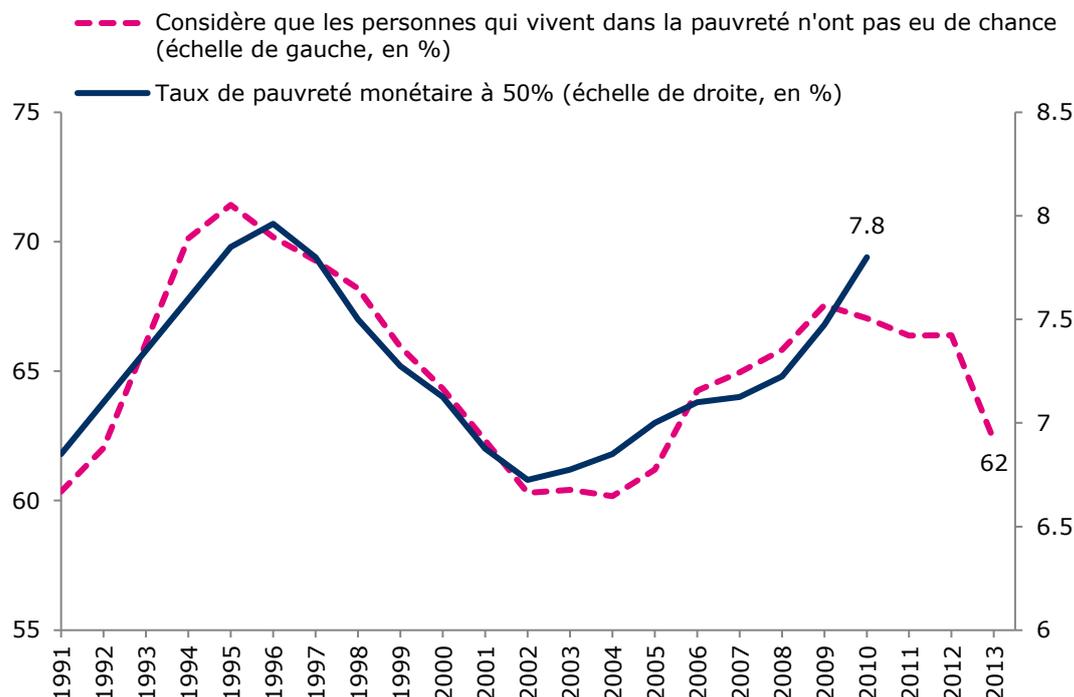
Aussi, une part non-négligeable de Français (28%) pense que « chaque individu doit se débrouiller par lui-même » au lieu de « bénéficier des aides publiques auxquelles il a droit ».

3.4 Durcissement des jugements malgré le durcissement de la crise

Ces évolutions sont étonnantes à la vue des liens habituels entre la compassion de l'opinion et la conjoncture économique: une étude récente du CREDOC pour la DREES montre que l'opinion suivait très précisément les évolutions du taux de pauvreté au cours des 30 dernières années. Les crises économiques étaient toujours suivies d'une augmentation de la compassion de la population envers les plus modestes et d'un souhait marqué d'intervention des pouvoirs publics pour leur venir en aide. À l'inverse, pendant les périodes d'embellie économique, la demande d'intervention de l'État se faisait moins pressante. Pendant la crise de 1993, par exemple, l'empathie à l'égard des pauvres a progressé en même temps que le taux de pauvreté ; elle a diminué pendant la période de forte croissance de la fin des années 1990, et s'est retournée après l'éclatement de la bulle Internet et le ralentissement de la croissance à partir de 2002 (cf. Note de conjoncture 2012). Ainsi, sur l'ensemble de la période 1990-2012, le taux de pauvreté et l'opinion selon laquelle « les personnes qui vivent en situation de

pauvreté n'ont pas eu de chance » présentent un taux de corrélation élevé ($R^2=0,96$).

Graphique 9 – Évolution du taux de pauvreté monétaire et de la compassion exprimée à l'égard des pauvres au cours du temps



Sources : Opinion des Français : question CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations » ; Taux de pauvreté monétaire : INSEE-DGI, Enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, INSEE-DGI, Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 1996 à 2004, INSEE-DGFIP-CNAF – CNAV -CCMSA, Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2010.

Note : les données ont été lissées en moyenne mobile sur 3 années, en accordant un poids de 0.5 à l'année en cours (n) et 0.25 aux années n-1 et n+1, excepté pour le dernier point qui est le point observé à l'année n.

Lecture : En 2010, 7,8% de la population était pauvre à 50% du revenu médian. Cette même année, 67% des personnes interrogées considéraient que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas eu de chance. En 2013, elles ne sont plus que 62%.

Cette année, ces liens semblent rompus : **la crise se prolonge, la pauvreté s'étend et pourtant la compassion de nos concitoyens à l'égard des pauvres s'amenuise.**

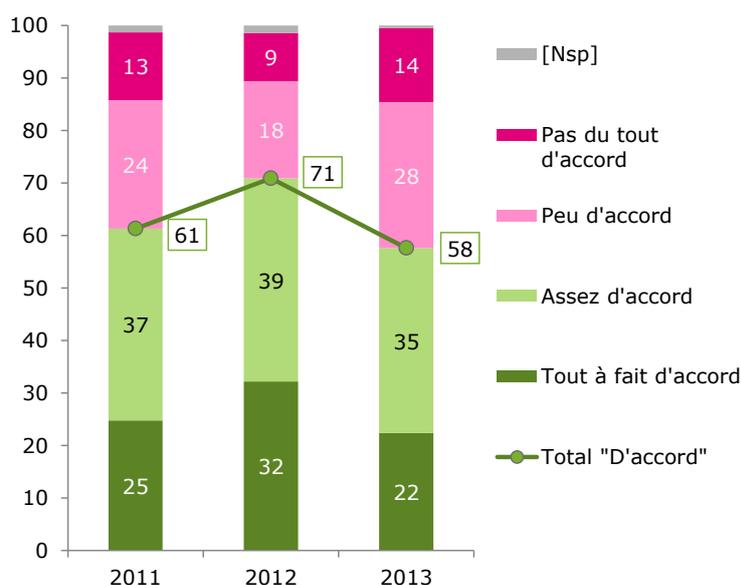
Pourquoi ? Ce qui distingue la crise économique actuelle des crises de ses dernières décennies est son ampleur mais surtout sa durée. Les difficultés économiques ont débuté en France et plus largement en Europe à l'été 2008, avec la propagation de la crise des « subprimes ». Cela fait maintenant plus de 4 ans que les indicateurs économiques et sociaux sont dans le rouge : le taux de croissance en France est quasiment nul sur la période 2008-2012, le chômage a franchi le seuil de 10% au quatrième trimestre 2012 ; le pouvoir d'achat par ménage a baissé depuis 2008. Dans ce contexte, **la pauvreté est peut-être vécue comme une fatalité**, une « conséquence normale » de la situation économique dégradée. D'autre part, le remboursement de la dette est devenu un enjeu politique majeur depuis le début de la crise : les gouvernements des pays européens, de droite comme de gauche, adoptent des politiques de réduction des dépenses. Par conséquent, comme « les caisses de l'État sont vides », on est moins enclin à accroître les dépenses pour aider les individus modestes.

3.5 La lutte contre les inégalités semble moins urgente qu'en 2012

Une grande majorité de Français a le sentiment que les inégalités sont en hausse : 87% d'entre eux pensent que « les plus favorisés sont de plus en plus favorisés ». Ce taux est très stable depuis le commencement de la crise économique (entre 86% et 88%). Ce sentiment est d'ailleurs corroboré par les faits. Le « Rapport du gouvernement sur la pauvreté en France », publié en décembre 2012, indique en effet : qu'« à partir de 2009, la progression des niveaux de vie ralentit fortement [...] et que seules les catégories les plus aisées échappent à la stagnation ou à la baisse du niveau de vie »

Pourtant, les Français sont aussi, au début de l'année 2013, moins nombreux à adhérer à l'idée que, « pour rétablir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Le principe d'une répartition plus égalitaire des richesses est certes encore défendu par la majorité de la population (71% sont « assez d'accord » ou « tout à fait d'accord ») mais cette idée enregistre toute de même un très net recul par rapport à 2012 (- 13 points).

Graphique 10 – Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » ?
(en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Lecture : Les personnes interrogées « Assez d'accord » ou « Tout à fait d'accord » avec l'affirmation « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » étaient 61% en 2011, 71% en 2012 et 58% en 2013.

Notons enfin que l'opinion est, sur cette question, assez « volatile ». Entre 2011 et 2012, le mouvement avait été inverse : un plus grand nombre de Français demandaient une meilleure répartition des richesses. Les évolutions renvoient sans doute aux vifs débats qui ont eu lieu avant et après l'élection présidentielle au sujet des fortes rémunérations.

4. Poussée du radicalisme à un niveau record

La confiance dans les institutions politiques est un signe de bonne santé des démocraties. Elle permet d'évaluer la crédibilité des acteurs qui animent la vie publique. Toute diminution du degré de confiance dans les institutions politiques se traduit mécaniquement par une dégradation de l'image du système démocratique⁴. Parmi les facteurs qui influent le plus sur la confiance à l'égard du système politique, les conjonctures économiques jouent un rôle important. De nombreuses études en sciences politiques mettent en corrélation le déroulement et l'amplitude des crises économiques et les variations de la défiance vis-à-vis de la politique. Ainsi, un taux de chômage à la hausse ou une récession de l'économie nationale se traduisent-ils souvent par une progression du sentiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour contrer la crise ou qu'ils gèrent mal leurs dossiers, voire manquent d'efficacité dans l'administration des tâches qui leurs sont confiées⁵. Dans un contexte où le chômage et les fermetures d'usines sont omniprésents dans les esprits, on comprend que la confiance dans les institutions politiques soit mise à rude épreuve. De fait, jamais le radicalisme n'avait été aussi prononcé depuis 35 ans que l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » existe. Heureusement, tous les indicateurs ne sont pas dans le rouge.

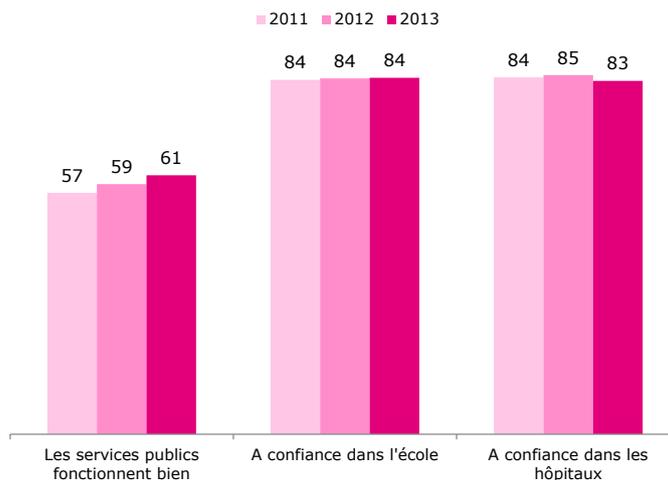
4.1 Malgré la crise, la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement des services publics reste élevée

Plus de six Français sur dix (61%) pensent que les services publics fonctionnent bien. La proportion de personnes qui soutiennent cette opinion a progressé de 2 points par rapport à 2012. « Les services publics » recouvrent un large éventail d'institutions différentes. On peut observer un soutien particulièrement fort pour les institutions qui incarnent l'État providence, c'est-à-dire celles dont la fonction est de fournir à tous, de manière égalitaire, des services publics essentiels : l'éducation et la santé. **Aujourd'hui, 84% de nos concitoyens font confiance à l'école et 83% d'entre eux expriment leur confiance à l'égard des hôpitaux.** Bien sûr, si on focalisait le questionnaire sur une de ces institutions, on découvrirait que nos concitoyens ont beaucoup de critiques à faire sur des aspects précis qui, parfois, dépendent aussi d'expériences personnelles. Mais, globalement, le soutien à l'égard de ces deux institutions est élevé. Les résultats de l'analyse sociodémographique font ressortir quelques spécificités catégorielles. Les cadres et les professions intellectuelles supérieures ainsi que les étudiants manifestent une confiance plus prononcée qu'en moyenne.

⁴ Cf. Robert Putnam, *Making Democracy Work*, New York, Princeton University Press, 1993.

⁵ Cf. Robert Dahl, *On Democracy*, Londres, New Haven, 1998.

Graphique 11 – Proportion de personnes qui pensent que les services publics fonctionnent bien et qui font confiance aux écoles et aux hôpitaux (en %)

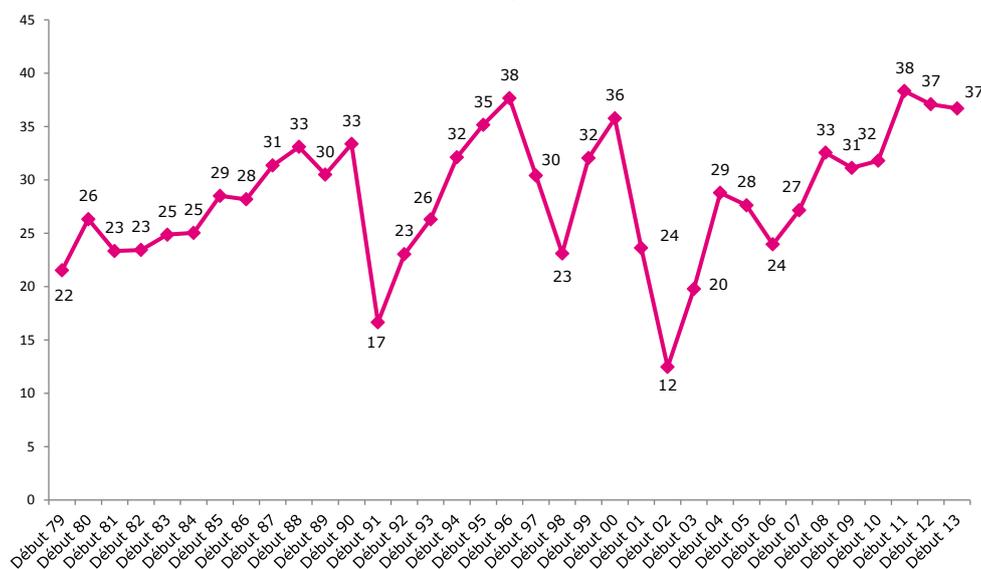


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

4.2 En revanche, les Français portent un jugement plutôt sévère sur le fonctionnement de la justice

Le contraste avec les institutions du système judiciaire est saisissant. Aujourd’hui, **moins de deux personnes sur cinq pensent que la justice fonctionne bien** (la majorité considérant plutôt qu’elle fonctionne mal 62%). Par rapport à l’année précédente, le taux de satisfaction reste stable.

Graphique 12 – Proportion de personnes qui pensent que la justice fonctionne bien (en %)



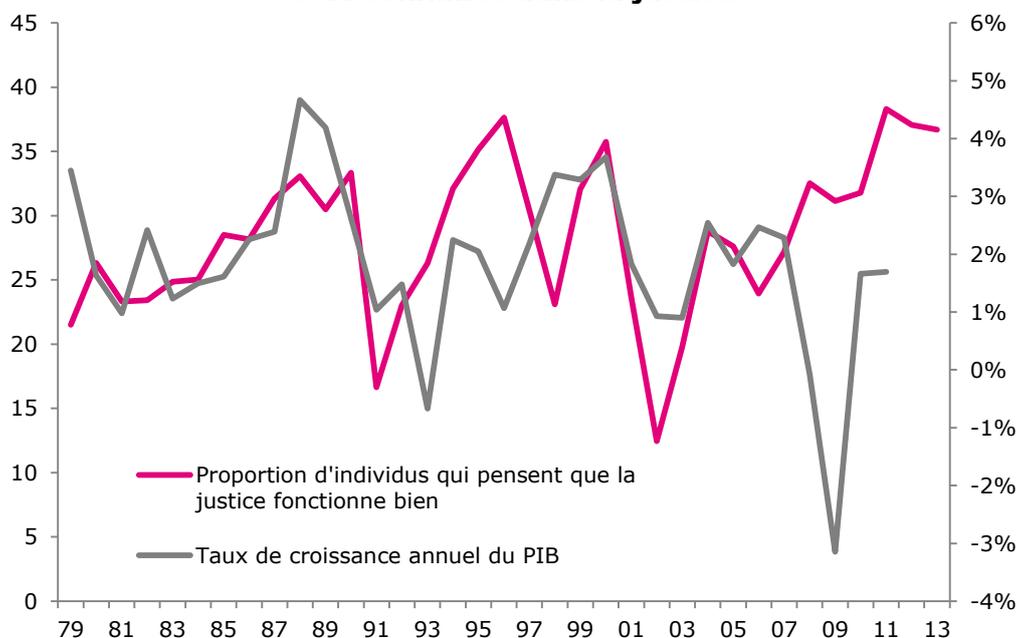
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

En tendance, on observe néanmoins une progression des opinions positives depuis 2002. En effet, en 2002 la confiance dans la justice avait atteint son niveau le plus bas jamais

mesuré depuis plus de trente ans. Seuls 12% des Français se montraient satisfaits. Depuis, la confiance a globalement progressé pour atteindre son niveau actuel de 37%.

Au-delà de la tendance, **il semble également que la confiance dans la justice est, en partie, liée aux cycles économiques**. L'amorce de la crise du système monétaire européen en 1991 s'est traduite par une chute de crédibilité dans le système judiciaire (-16 points). Ce scénario semble se répéter avec la crise asiatique de 1997 (-15 points), et avec l'explosion de la « bulle Internet » de 2002 (-24 points). A l'inverse, les périodes d'embellie économique (fin des années 1980, fin des années 1990) sont caractérisées par un regain de confiance. Seule la période récente semble s'abstraire de la conjoncture économique : alors que le PIB s'est effondré en 2009 et que la croissance reste atone depuis, la proportion d'individus qui ont confiance dans le fonctionnement de la justice reste élevée.

Graphique 13 – Corrélation entre la conjoncture économique et la confiance dans la justice

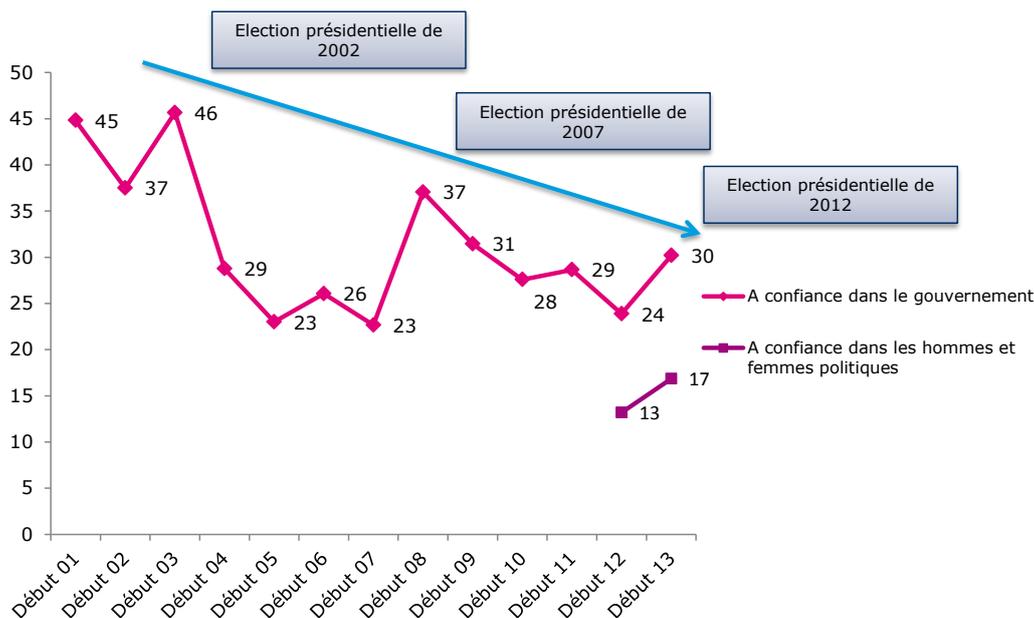


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », INSEE (comptes nationaux)

4.3 La confiance dans les gouvernements successifs s'érode

La perception de la gouvernance et le regard porté sur les acteurs politiques ne cessent de se durcir. **Au début de l'année 2013, 30% des Français font confiance au gouvernement pour résoudre les problèmes qui se posent en France**. Certes, la proportion des opinions positives a progressé de 6 points par rapport à 2012 et, parallèlement, **la confiance dans les hommes et femmes politiques a progressé de 4 points, pour atteindre 17% des suffrages en 2013**.

Graphique 14 – Proportion de personnes ayant confiance dans le gouvernement et dans les hommes et femmes politiques (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Mais le tableau se noircit si l'on prend en compte les évolutions de long terme. En effet, la comparaison longitudinale montre, **en tendance, une baisse de la confiance dans le gouvernement**. En 2001, la proportion des opinions positives était de 45%, contre un peu moins d'un tiers aujourd'hui, soit un recul de 15 points. Cette observation est cohérente avec les résultats d'autres baromètres politiques. Le « Baromètre confiance en politique » du CEVIPOF ou encore l'Eurobaromètre enregistrent tous les deux des évolutions négatives de la confiance dans les institutions démocratiques indépendamment du fait qu'elles se situent au niveau local, régional, national ou européen⁶. Le recul de confiance est régulièrement interrompu par des moments d'embellie correspondant aux périodes de forte mobilisation politique. Les échéances électorales, et plus particulièrement les élections présidentielles, semblent des moments charnières pendant lesquels l'opinion publique redécouvre son affinité pour les institutions de la démocratie représentative. Les taux de confiance dans l'administration et les gouvernants progressent après chaque scrutin. Les électeurs qui se déplacent pour mandater un nouveau gouvernement ne peuvent pas aussitôt lui retirer toute confiance, ils se montrent cléments à son égard — au moins jusqu'à la fin de « l'état de grâce »⁷.

Le détachement des institutions ne signifie pas que les individus se distancient, pour autant, de la vie politique en général. Bien au contraire. En 2013, 89% de nos concitoyens se positionnent sans difficulté sur l'échiquier politique (à gauche, au centre, à droite) contre 78%

⁶ Cf. CEVIPOF, « Baromètre confiance en politique », <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-4-janvier-2013/> ; EUROBAROMETRE, « L'opinion publique dans l'Union Européenne », EB 78, automne 2012, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb78/eb78_first_fr.pdf

⁷ Cf. Nonna Mayer, Pascal Perinneau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992.

en 1998. **Le recul enregistré sur le long terme de la confiance dans le gouvernement ne se traduit donc pas par une baisse du niveau de politisation.** De même, la proportion d'individus qui jugent que « la politique ou la vie publique » constituent un domaine « très important » dans leur vie personnelle s'est légèrement renforcée depuis 30 ans (passant de 10% en 1985 à 14% en 2013) ; elle reste faible, mais ne diminue pas. Une étude récente du CREDOC portant sur les jeunes et le « militantisme digital » montre que l'investissement politique prend de nouvelles formes au sein des jeunes générations⁸. La contribution au débat public sur Internet à travers les blogs, forums de discussion ou commentaires des articles de presse facilite la participation politique à ceux qui considèrent les voies conventionnelles de l'expression politique comme trop étroites, rigides et contraignantes. La sociologie parle à cet égard d'une participation politique « désaffiliée » et ou de « solidarités faibles », mais aucune de ces transformations n'implique une dépolitisation ou encore un effritement de la demande sociale de politique⁹. En revanche, cette évolution questionne, une fois de plus, le rapport à la représentation institutionnelle.

4.4 Les Français expriment un besoin de changement radical de société

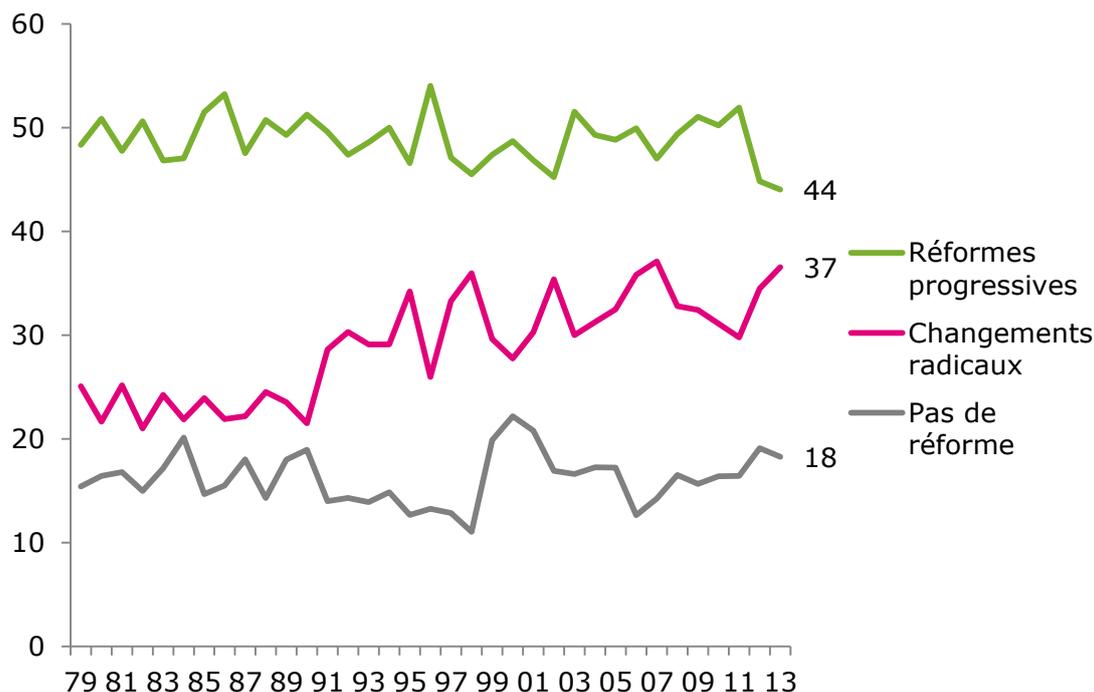
Dans le débat public, il est fréquent de s'interroger sur le besoin de réformes sociales. Le thème de la réforme s'invite dans toutes les campagnes électorales, depuis le « changer la vie » du programme de gouvernement du parti socialiste en 1972, « le changement sans risque » de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, le discours sur le « changement nécessaire » d'Édouard Balladur en 1995, le concept de la « rupture tranquille » de Nicolas Sarkozy en 2007 ou encore le slogan du « changement, c'est maintenant » de François Hollande en 2012.

L'idée que la société française a besoin de se transformer est profondément ancrée dans l'opinion. **En 2013, 81% de nos concitoyens pensent que la société a besoin d'être profondément transformée** : 44% souhaitent des réformes progressives et **37% demandent des changements radicaux.**

⁸ Jörg Müller, « La politique autrement : les nouveaux rapports des jeunes à la politique », in CREDOC, *Les jeunes d'aujourd'hui : Quelle société pour demain ?*, Cahiers de recherche n° 292, Paris, décembre 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C292.pdf>

⁹ Cf. Ludovic Viévard, *Les fondements théoriques de la solidarité et leurs mécanismes contemporains*, Étude présentée en mars 2012, <http://www.millenaire3.com/Les-fondements-theoriques-de-la-solidarite-et-leur.122+M505718bdf20.0.html>

Graphique 15 – Pensez-vous que la société a besoin de se transformer profondément et si oui, quel type de réformes souhaitez-vous ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

La proportion de personnes préconisant un changement radical a augmenté de +9 points entre 2010 et 2013 et atteint, aujourd’hui, le niveau le plus haut jamais mesuré. Réciproquement, la proportion des défenseurs d’un réformisme doux a reculé de 9 points en cette même période.

Jamais depuis 1979 la société française n’était aussi tentée par le radicalisme.

Difficile d’expliquer de manière certaine cette montée du radicalisme depuis une trentaine d’années. On peut néanmoins avancer l’hypothèse que l’histoire de la Seconde guerre mondiale et le souvenir des totalitarismes s’éloignant, le thème du changement radical peut reprendre de la vigueur. On constate aussi que la première forte poussée du radicalisme est concomitante à la crise économique du début des années 1990 ; les années de forte croissance économique à la fin des années 1990 n’ont pas enrayé le mouvement ; si les années 2007-2010 ont été marquées par une certaine temporisation du phénomène, les deux dernières années, avec la persistance de la crise, se sont traduites par l’exacerbation des tensions. L’expérience directe ou indirecte du chômage et le sentiment de précarité sociale qui habite aujourd’hui les classes moyennes¹⁰ renvoie, pour une part croissante de la population, aux limites du réformisme politique. En situation de détresse, le changement radical peut paraître à beaucoup de nos concitoyens comme une issue.

¹⁰ Voir les nombreux travaux récents du CREDOC relatifs aux classes moyennes.

5. Les Français ont le sentiment d'évoluer dans un univers plus insécurisant

Le sentiment de sécurité joue un rôle important dans la vie quotidienne de nos concitoyens et il occupe une place déterminante dans l'équilibre de la société. C'est un indicateur permettant de jauger la paix sociale et, d'une certaine manière, la cohésion sociale¹¹. A l'opposé, le « sentiment d'insécurité » figure comme corollaire des interrogations existentielles, des peurs ou encore des récriminations aboutissant parfois à des mobilisations militantes, partisans ou populaires¹². L'enjeu, pour les pouvoirs publics, est de préserver le corps social de ce sentiment d'insécurité vecteur de délitement des liens sociaux et facteur de fragilisation des institutions politiques. En outre, la recherche sociologique a montré à plusieurs reprises que lorsque les individus ne se sentent pas en sécurité, ils opèrent souvent un repli sur eux-mêmes en limitant leurs pratiques culturelles et sociales ou en réduisant leur rythme de consommation¹³.

5.1 Le sentiment de sécurité en recul pour la deuxième année consécutive

En 2013, presque **neuf Français sur dix (87% exactement) se sentent en sécurité dans leur vie quotidienne** (cf. Graphique 16). Cette proportion élevée peut s'expliquer par le fait que la société française vit globalement en relative stabilité. L'absence de conflit armé et de guerre sur le territoire français depuis plus de 60 ans, la construction européenne, l'interaction et l'interdépendance des échanges intellectuels, humains, culturels et économiques à l'ère de l'ouverture des frontières nationales sont le pilier de cette stabilité – certes relative – qui donne à la société française une certaine sérénité.

Notons que le sentiment de sécurité n'est pas stable dans le temps. L'opinion publique a toujours été sensible à la narration des faits divers, aux polémiques judiciaires ou aux discours politiques portant sur les politiques de sécurité, sujets abondamment relayés par les médias, que l'on soit en période électorale ou non. On notera que le sentiment de sécurité semble déconnecté du rythme de l'activité économique : entre 2002 et 2011, période au cours de laquelle le rythme de croissance du PIB a ralenti, le sentiment de sécurité a crû régulièrement, même en 2009 lorsque le PIB s'est effondré (-3% au pire de la crise).

Le point bas historique du sentiment de sécurité se situe au début 2002, dans un contexte politico-médiatique très particulier qui a vu un candidat d'extrême-droite arriver au second tour de l'élection présidentielle française. Aujourd'hui, en cette période où la reprise

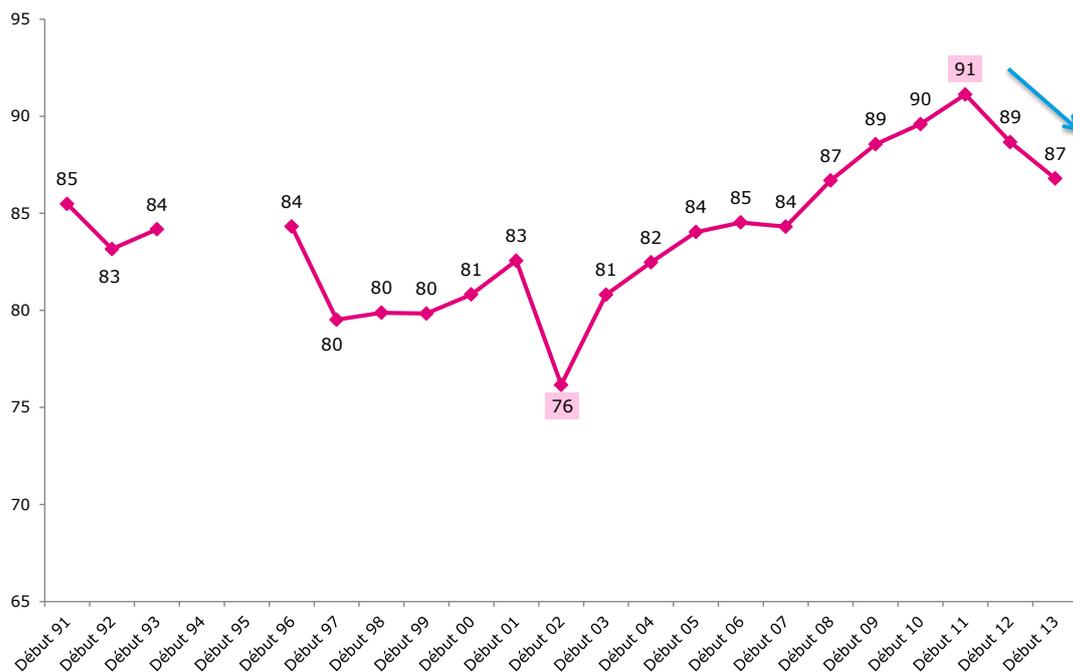
¹¹ Cf. Philippe Robert, *L'insécurité en France*, Paris, Éditions de la Découverte, 2002.

¹² Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

¹³ Pour une revue de la littérature sur le sujet voir Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob, 2010.

économique se fait toujours attendre, où le taux de chômage atteint des niveaux historiques sans que l'on voit le bout du tunnel, où les troupes françaises sont engagées sur plusieurs terrains de conflit dans le monde, où quelques-uns de nos concitoyens sont pris en otage par des groupes militants et où les règlements de compte entre criminels rythment les unes des journaux, la proportion de personnes qui se sentent en sécurité est en recul (-4 points depuis 2011).

Graphique 16 - Proportion de personnes qui se sentent en sécurité
Cumul des réponses « tout à fait en sécurité » et « assez en sécurité » (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

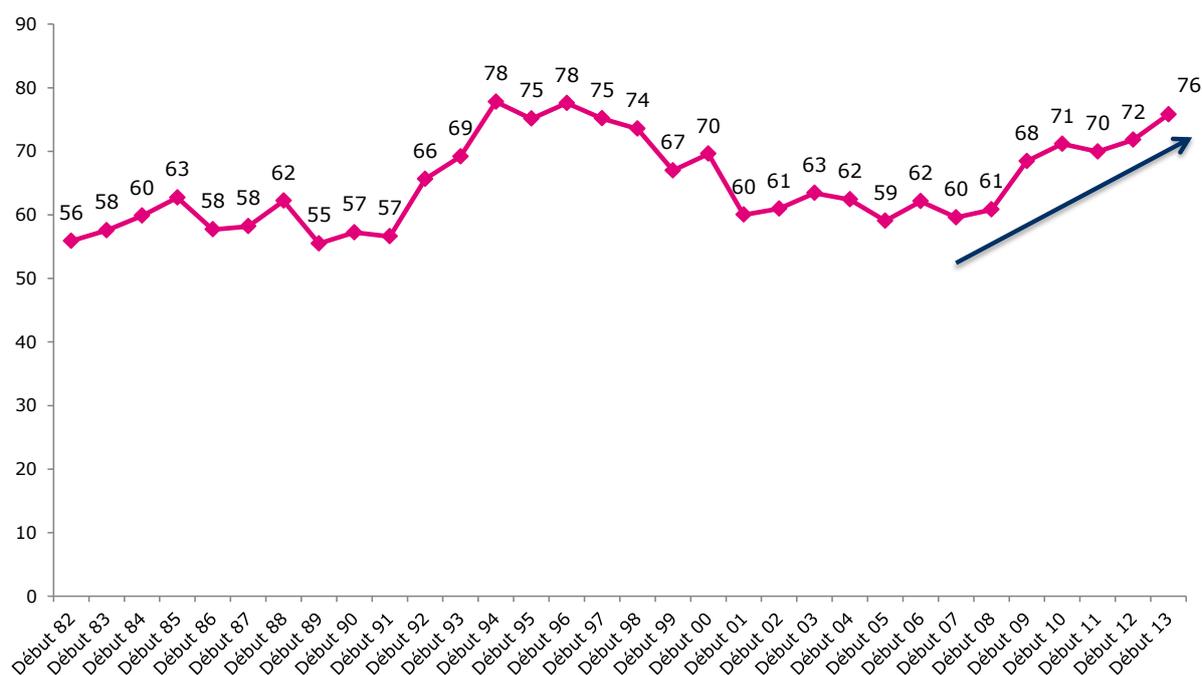
Cette année, **l'impression d'être moins en sécurité s'est diffusée dans toutes les catégories de la population**, mais plus particulièrement chez les non diplômés (80%), les personnes au foyer (81%), les personnes disposant de revenus mensuels inférieurs à 900 € (81%) et celles gagnant entre 900 € et 1.500 € par mois (81%). Les évolutions les plus marquantes touchent les agriculteurs (-10 points, 88%) et les habitants d'agglomérations comptant entre 20 000 et 100 000 personnes (-7 points, 82%).

En définitive, **ce sont les catégories sociales précarisées** ou encore les habitants d'agglomérations de taille moyenne, souvent touchées par une démographie négative et le délitement du tissu économique, **qui se sentent le moins à l'abri des aléas de la vie.**

5.2 La menace croissante du chômage

Aujourd'hui, plus des trois quarts de la population (76%) se sentent directement concernés par le risque de perdre leur emploi. Cette année, l'inquiétude face au chômage a beaucoup progressé (+4 points). Depuis le déclenchement de la crise financière de 2008, la proportion de personnes qui se déclarent inquiètes — pour elles-mêmes ou pour leurs proches — de ce risque a augmenté de 16 points. Les résultats de 2013 se rapprochent du maximum historique de 78% enregistré entre 1994 et 1996 pendant la précédente crise économique.

Graphique 17 – Une montée en puissance du sentiment d'insécurité économique (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

* Note : l'item « les conditions de vie vont se détériorer » regroupent les réponses « vont se détériorer un petit peu » et « vont se détériorer beaucoup ».

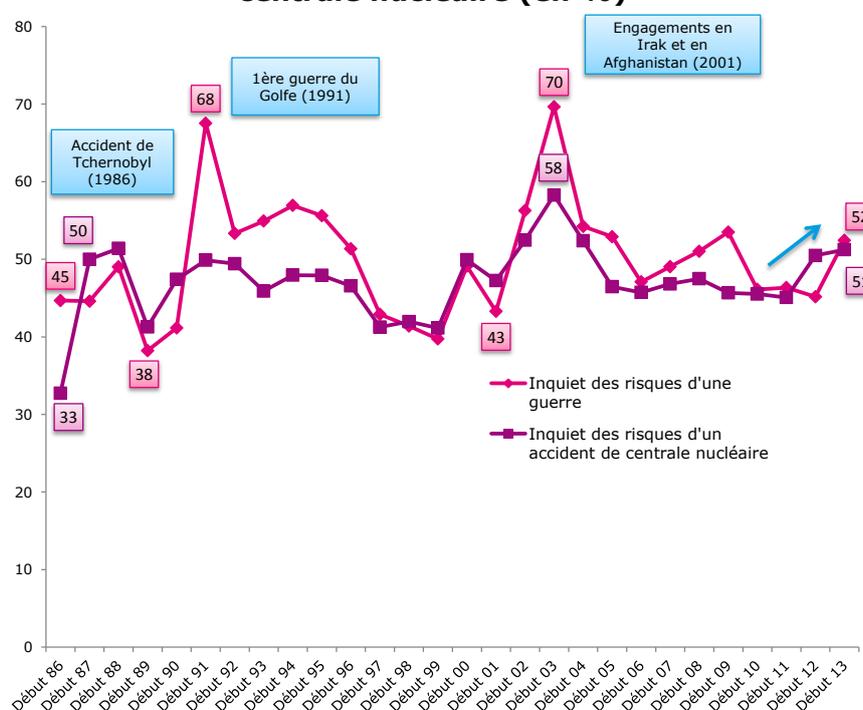
La peur de perdre son travail est particulièrement présente chez les ouvriers (84%), les personnes au foyer (84%), les non-diplômés (85%) et les personnes disposant de revenus mensuels de moins de 900 € (82%). Mais l'analyse longitudinale montre que l'évolution la plus marquante concerne cette année les séniors qui, bien qu'ils aient pour la plupart quitté la vie active, s'inquiètent particulièrement. En effet, la proportion de personnes âgées de 70 ans et plus qui se disent inquiètes du chômage a augmenté de +10 points en un an (80% en 2013). Comment expliquer que des personnes à la retraite se préoccupent d'une problématique que ne les concerne pas directement ? On peut y voir une expression de **solidarité ou de compassion intergénérationnelle**. Les plus âgés ont conscience que les conditions d'emploi et les parcours professionnels sont aujourd'hui plus incertains et plus instables qu'il y a trente ans et ils se soucient du sort de leurs enfants et petits enfants.

5.3 Peur de la guerre, peur du nucléaire

Le sociologue allemand Ulrich Beck dépeint nos sociétés modernes en état d'« insécurité sociale » permanent. Chacun se sent constamment précarisé et perméable à toutes les angoisses, les catastrophes naturelles, les guerres ou les risques d'accident industriel majeur¹⁴. La peur est contagieuse : non seulement d'un individu à l'autre, mais aussi, pour un même individu, d'une dimension à l'autre, la peur du chômage pouvant ébranler la confiance dans son propre état de santé, induire de la défiance vis-à-vis d'autrui, rendre plus perméable aux menaces extérieures¹⁵.

De fait, au début 2013, plus de la moitié de la population est inquiète du risque de guerre (52%) et du risque d'accident de centrale nucléaire (51%). Ces deux préoccupations sont assez corrélées et elles varient en fonction de la conjoncture politique internationale.

Graphique 18 - Les inquiétudes par rapport à la guerre sont sensibles à la conjoncture, augmentation des inquiétudes par rapport au risque d'accident de centrale nucléaire (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

En 1991 et en 2003, au moment des guerres du Golfe, de l'intervention en Afghanistan et de la guerre en Irak, on a ainsi enregistré de fortes poussées d'inquiétude. La peur du nucléaire évolue conjointement. Rappelons que les motivations annoncées de l'intervention en Irak mettaient en avant la volonté de neutraliser des armes de « destruction massive », y compris d'éventuelles armes nucléaires, mais faisaient également écho à la crainte que les dispositifs nucléaires civils français soient l'objet d'attaques terroristes.

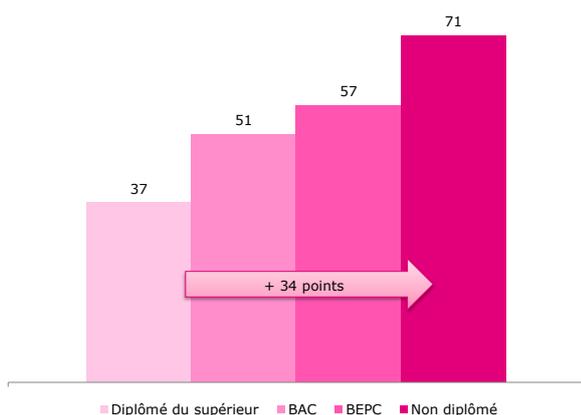
¹⁴ Cf. Ulrich Beck, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Éditions Aubier, 2001.

¹⁵ Cf. Régis Bigot, « L'instabilité professionnelle développe un sentiment de mal-être et fragilise les liens sociaux », *Consommation et modes de vie*, n° 203, CREDOC, mai 2007, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/203.pdf>

Pour mémoire, on notera que la peur du nucléaire a davantage progressé au moment de Tchernobyl qu'après Fukushima.

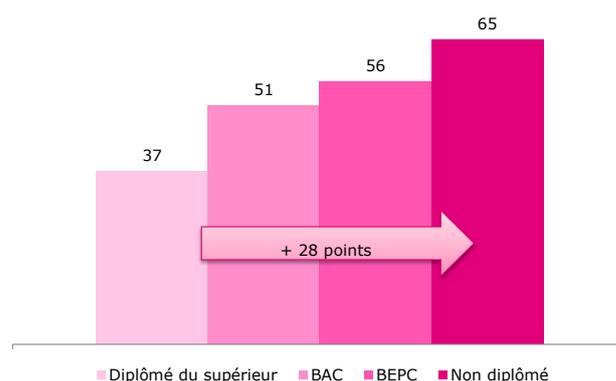
Le niveau de diplôme est une variable particulièrement discriminante pour expliquer la perception des risques liés à la guerre et aux accidents de centrale nucléaire. Moins une personne est diplômée, plus elle s'inquiète de ces risques. Ainsi, 71% des non-diplômés s'inquiètent des risques de guerre, contre seulement 37% des diplômés du supérieur. Dans une moindre mesure, mais toujours significative, l'écart du niveau de peur vis-à-vis du risque d'accidents de centrale nucléaire est de 28 points entre les personnes diplômées (65%) et les détenteurs d'un diplôme supérieur (37%). Comme pour les inquiétudes économiques, **les septuagénaires se démarquent une fois de plus et constituent le groupe social qui connaît la plus forte progression du sentiment d'inquiétude face aux risques de la guerre** (+19 points, contre +7 en moyenne).

Graphique 19 – Proportion de personnes qui s'inquiètent des risques de guerre
Selon le niveau de diplôme (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Condition de vie et Aspirations », début 2013.

Graphique 20 – Proportion de personnes qui s'inquiètent des risques d'accident de centrale nucléaire
Selon le niveau de diplôme (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Condition de vie et Aspirations », début 2013.

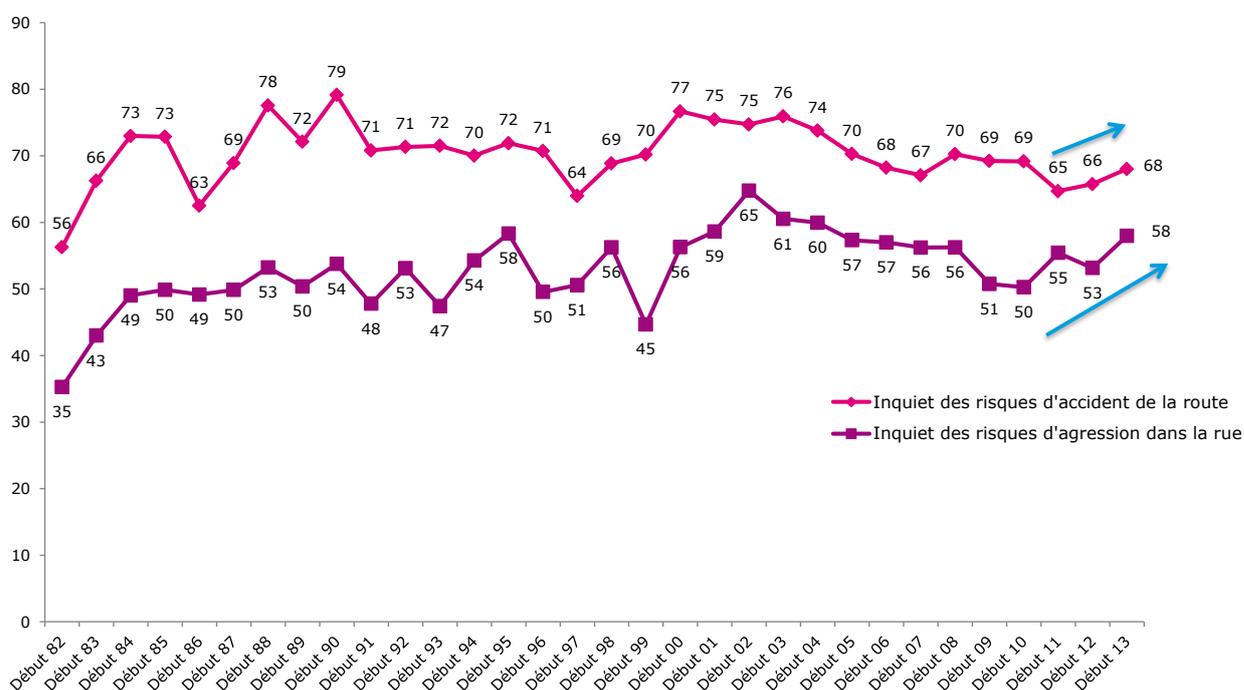
5.4 Regain des craintes par rapport aux accidents de la route et aux agressions dans la rue

Deux autres types d'inquiétudes progressent cette année : la crainte d'être victime d'un accident de la route (68%, +2 points cette année) ou d'une agression dans la rue (58%, +5 points cette année). Le sentiment de sécurité routière s'était pourtant nettement amélioré entre 2000 et 2011, sans doute sous l'effet du renforcement des dispositifs de contrôle mis en place depuis la fin de l'année 2002, avec l'installation de nouveaux radars automatiques sur le réseau routier, la multiplication des contrôles de vitesse inopinés, l'éthylotest obligatoire, la mise en place du permis probatoire, le durcissement des sanctions pour des excès de vitesse de 50 km/h ou encore de multiples campagnes de

sensibilisation aux risques d'accidents de la route, le tout se traduisant effectivement par une diminution du nombre de tués sur les routes¹⁶.

La proportion d'individus qui se déclarent « un peu ou beaucoup inquiets du risque d'agression dans la rue » a progressé pendant une vingtaine d'années entre le début des années 1980 et 2002. Puis cette peur a clairement reflué entre 2002 et 2010. Mais, depuis 3 ans, cette inquiétude progresse à nouveau.

Graphique 21 – Une peur grandissante des accidents de la route et des agressions dans la rue (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

5.6 Progression d'un certain mal-être

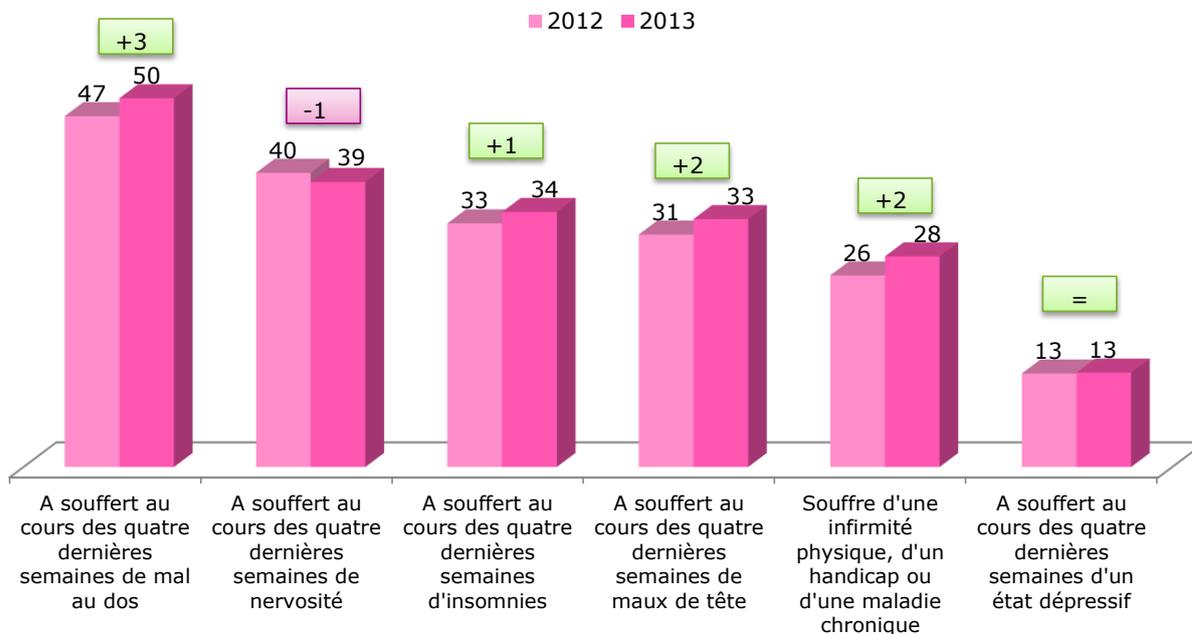
Dans ce contexte où la crise économique persiste et où les inquiétudes en tout genre envahissent nos concitoyens, une sorte de mal-être se diffuse dans l'ensemble du corps social : **les Français ont l'impression que leur état de santé se dégrade et ils se plaignent plus souvent de différents maux.**

Aujourd'hui, la moitié de la population déclare souffrir de maux de dos. Cela représente une augmentation de +3 points par rapport à l'année précédente. Ils sont un peu plus

¹⁶ Voir le site dédié à la sécurité routière du Ministère de l'intérieur. <http://www.securite-routiere.gouv.fr/la-securite-routiere/l-observatoire-national-interministeriel-de-la-securite-routiere/bilans-annuels/bilans-annuels-de-la-securite-routiere-en-france>

d'un tiers 34% (+1 point) à souffrir d'insomnies et quasiment autant 33% (+2 points) à subir des maux de tête. Enfin, presque un Français sur trois (28%, +2 points) déclare souffrir d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique.

Graphique 22 – La proportion de personnes déclarant une souffrance progresse
(en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Condition de vie et aspiration ».

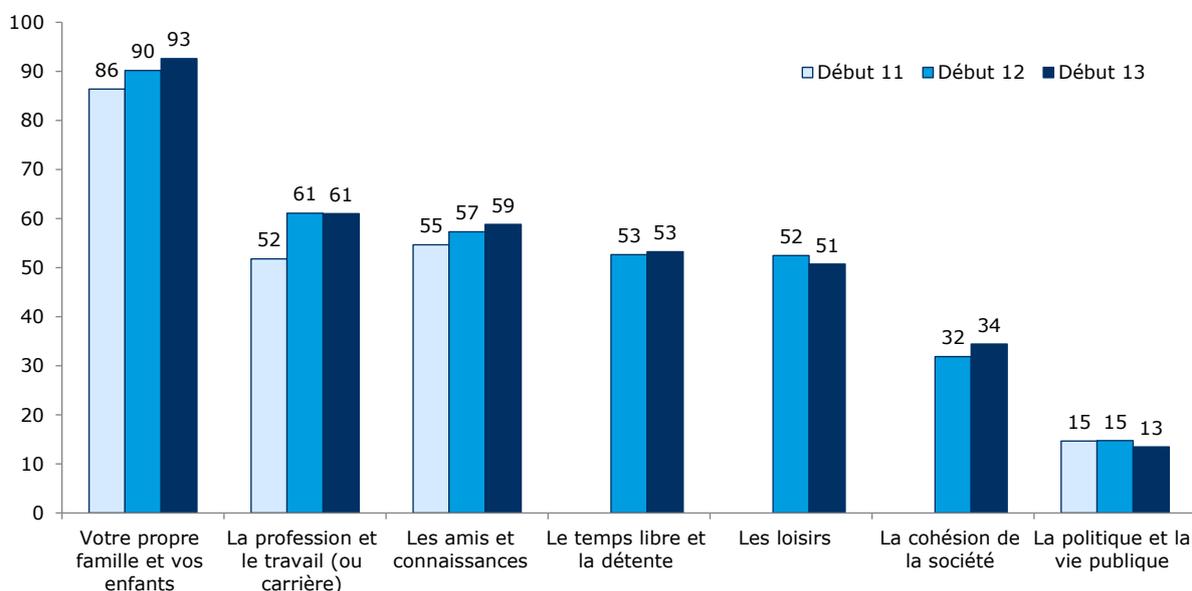
Tous ces indicateurs révèlent la profondeur du mal-être croissant de nos concitoyens, fragilisés sur le plan économique, déstabilisés dans leur statut social (72% de la population ont le sentiment de faire partie du bas de la pyramide sociale en 2013, contre 59% en 1999), de plus en plus anxieux dans de nombreux pans de leur vie quotidienne, finalement atteints jusque dans la perception qu'ils ont de leur état de santé.

6. Les jeunes plus conservateurs, les seniors plus tolérants

6.1 La famille, valeur refuge en temps de crise ?

La famille est, depuis longtemps, le domaine de la vie le plus important aux yeux des Français, loin devant la vie professionnelle, amicale, les loisirs, etc. Au milieu des années 1980 déjà, l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » recensait neuf personnes sur dix plaçant la « famille et les enfants » en tête de leurs priorités de vie. La primauté donnée à la sphère personnelle et familiale dépasse d'ailleurs largement les frontières de l'Hexagone et s'observe dans de nombreux pays (Tableau 2). L'année 2013 ne fait pas exception à la règle : 93% des individus estiment ainsi que **la famille est un domaine de la vie très important**, loin devant le travail et la profession (61%), les amis et les connaissances (59%), le temps libre et la détente (53%), les loisirs (51%), la cohésion de la société (34%), la politique et la vie publique (13%). Mais, **depuis trois ans, l'importance de la famille n'a cessé de s'accroître** (passant de 86% à 93%, +7 points).

Graphique 23 – Proportion d'individus jugeant très important chacun des domaines de la vie suivants (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Tableau 2 – Pour chacune des choses suivantes, dites-moi si, dans votre vie, cela est très important, assez important, peu important ou pas important du tout? (% très important)

	France	Allemagne	Italie	Suède	Angleterre	Etats Unis
Famille	86	82	93	92	94	95
Travail	65	52	62	53	39	33
Amis	59	53	47	71	69	60
Temps de loisirs	38	30	31	54	46	38
Religion	13	11	34	9	21	47
Politique	12	9	9	16	9	11

Source : exploitation CRÉDOC, à partir de l'enquête World Values Survey, période 2005-2007.

La place symbolique grandissante dévolue à la famille ces trois dernières années est d'autant plus marquante que, sur le long terme, les priorités de vie se multiplient, le travail, la vie amicale et les loisirs sont jugés de plus en plus importants et finalement la **famille a perdu le caractère hégémonique** qu'elle a pu longtemps occuper. Au début 2013, une courte majorité (56%) des Français déclarent que la famille est « le seul endroit où l'on se sent bien et détendu », la proportion était de 64% en 1982. Les personnes « rencontrant régulièrement des membres de leur famille proche » représentent aujourd'hui 85% de la population, contre 94% au début des années 1980. Deux indicateurs qui semblent suivre une inexorable pente descendante.

Graphique 24 – Quelques indicateurs sur l'évolution de la place de la famille

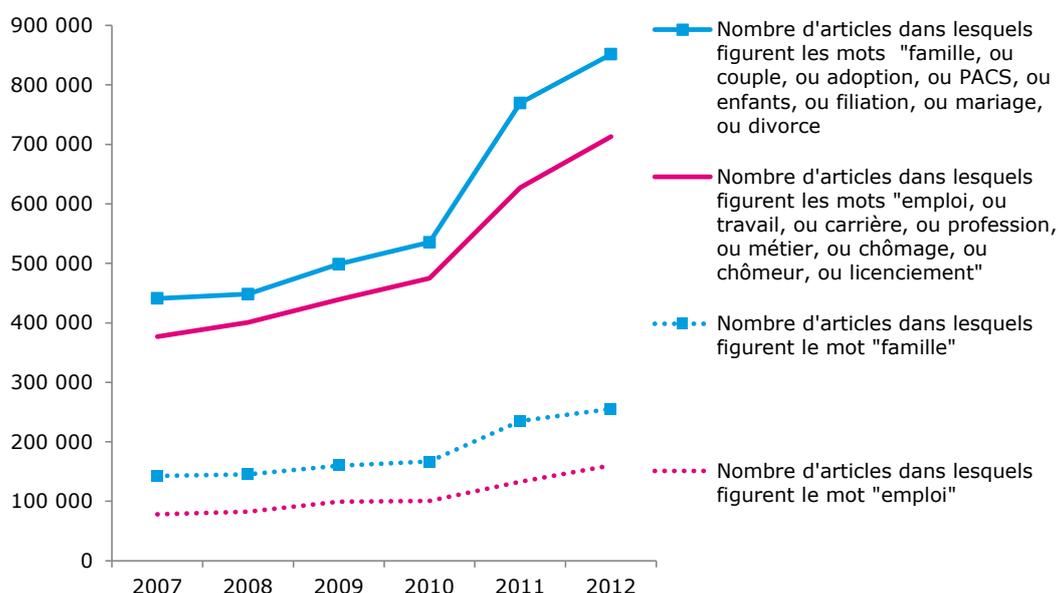


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Il faut dire que si l'emploi et le chômage sont au cœur des préoccupations de nos

concitoyens, de nombreuses questions concernant la famille ont occupé **les débats publics** ces deux dernières années, qu'il s'agisse des controverses autour de l'éducation et de la place des parents, des différents projets de réforme concernant l'école, de la place accordée aux jeunes dans la campagne présidentielle, des questions de redistribution (quotient familial, allocations familiales, etc.) ou des débats ayant entouré les projets de loi du « mariage pour tous ». Un comptage du « bruit médiatique » comparant l'espace occupé par les thématiques de l'emploi et de la famille dans la presse française donne l'avantage au second — un avantage qui s'est renforcé depuis deux ans.

Graphique 25 – Comparaison du bruit médiatique autour de la famille et de l'emploi



Source : CRÉDOC, comptage du nombre d'articles intégrant différents mots, réalisé à partir de la base de données d'articles Factiva, ensemble des titres de presse française

Lecture : en 2012, le nombre d'articles de presse dans lesquels figurent les mots suivants « famille, couple, adoption, pacs, enfants, filiation, mariage, divorce » est supérieur à celui des articles dans lesquels figurent les mots suivants « emploi, travail, carrière, profession, métier, chômage, chômeur, licenciement » et a progressé plus vite ces deux dernières années.

Mais, au-delà des questions d'actualité, plusieurs signaux laissent également supposer **une corrélation** entre la montée en puissance de la valeur « famille » et **le contexte économique morose et la désaffection vis-à-vis du politique**. L'investissement dans la sphère familiale a d'autant plus augmenté que le niveau de revenus est faible (+8 points chez les bas revenus, contre +3 points chez les personnes aisées). Or ce sont les catégories modestes qui ont été le plus touchées par la crise¹⁷. Les personnes ayant été **au chômage** ces douze derniers mois se replient elles aussi sur la famille (+12 points en deux ans). Enfin la prédominance de la sphère intime (famille, proches, enfants) augmente de manière plus prononcée chez les personnes en contrat précaire

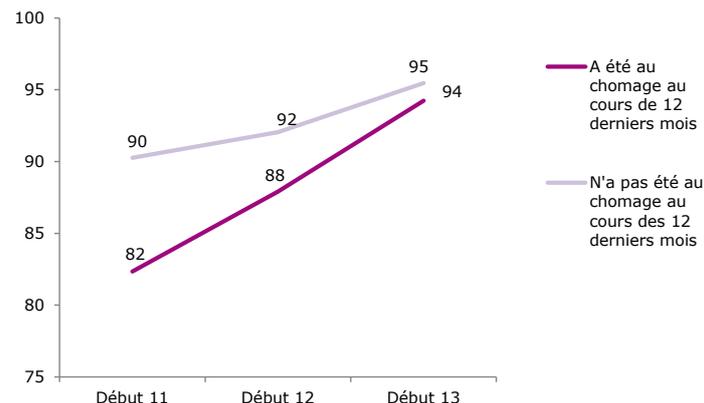
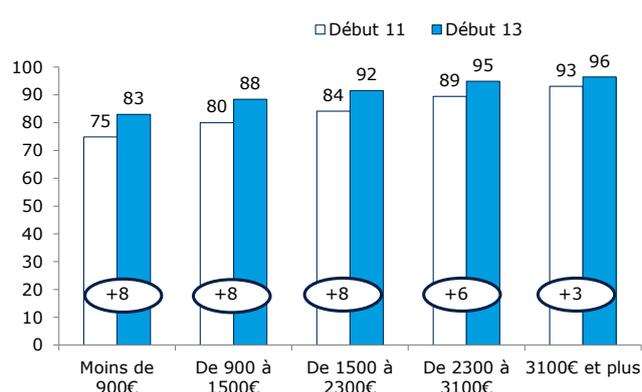
¹⁷ Philippe Lombardo, Éric Seguin, Magda Tomasini, Les niveaux de vie en 2009, Insee première n°1365, Aout 2011, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1365/ip1365.pdf>

(CDD, intérim, 94%, +9 points) que chez les actifs en situation plus stable (CDI 96%, +5 points). La famille fait ainsi figure de dernier **recours possible en cas de situation difficile** : 50% des Français (+8 points entre 2012 et 2013) déclarent ainsi que si ils se trouvaient, par suite d'un chômage prolongé, sans ressources, ils s'adresseraient en premier lieu à leur entourage (parents, amis), plutôt qu'aux bureaux d'aides sociales, mairie, assistantes sociales (30%, -3 points), aux caisses d'assurance familiale (7%, -4 points), à un organisme d'entraide (Secours Populaire, Secours Catholique, associations, 6%), ou à un syndicat (2%, -1 point). La **déception par rapport au politique** et sa capacité à influencer sur le réel vient renforcer ces tendances : l'importance dévolue à la famille progresse plus fortement chez les personnes déclarant ne pas faire confiance au gouvernement pour résoudre les problèmes qui se posent à la France (93%, +7 points) que chez les personnes plus enclines à croire dans la capacité d'action de l'exécutif (92%, +4 points).

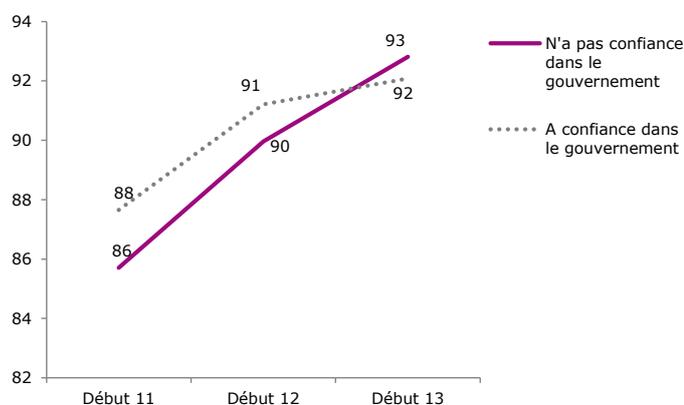
Graphique 26 – Proportion de personnes estimant que la famille est un domaine de la vie très important (en %)

Selon le niveau de revenu mensuel du foyer

Selon que l'interviewé a été au chômage ou non



Selon le niveau de confiance dans le gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent à la France



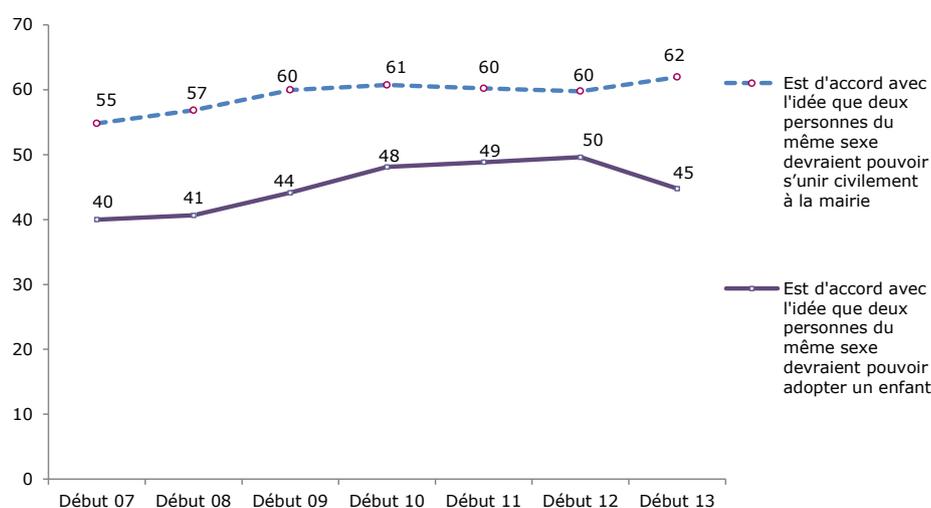
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »
 Lecture : 93% des personnes n'ayant pas confiance dans le gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent à la France considèrent la famille comme un domaine de la vie important

6.2 Progression de l'adhésion au mariage des personnes de même sexe, mais revirement d'opinion quant à l'homoparentalité

Les contours de la famille ont connu de nombreuses mutations : recul de l'âge du mariage et du premier enfant, progression du nombre d'enfants nés hors mariage, augmentation du nombre de divorces, multiplication des foyers monoparentaux et des familles recomposées, progression des périodes de célibat, etc. La forte progression du travail des femmes, l'implication grandissante des pères dans l'éducation de leurs enfants et les aléas de la vie familiale et professionnelle sont autant de paramètres qui viennent questionner les définitions traditionnelles. Plus récemment, le projet de loi dit du « mariage pour tous » - en cours d'adoption - a cherché à ouvrir les droits du mariage aux couples de même sexe et, par voie de conséquence, à l'adoption. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » suit depuis 2007 les positions du corps social sur le sujet. Depuis six ans, **l'adhésion au mariage des couples de même sexe suit une trajectoire ascendante**, passant de 55% à 62% de la population convaincue du bien-fondé de ce principe. Les nombreuses prises de positions et manifestations marquant leur opposition au projet ne semblent d'ailleurs pas avoir influé sur l'opinion puisque la tendance observée depuis six ans se prolonge (62%, +2 points par rapport à 2012).

En revanche, et pour la première fois depuis six ans, l'acceptation de l'adoption d'enfant par des couples homosexuels qui progressait elle aussi d'année en année marque un sérieux coup d'arrêt et **recule de 5 points en un an**. L'an dernier, la population était partagée en deux parties égales mais, cette année, **l'opposition à l'adoption** par des couples homosexuels devient majoritaire (55%).

Graphique 27 – Progression de l'adhésion au mariage des couples de même sexe, rétractation concernant l'adoption



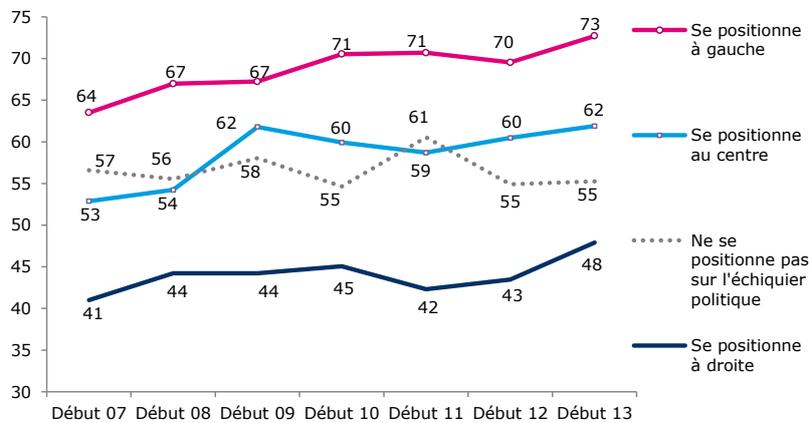
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

L'opinion n'est-elle pas prête à la nouvelle législation ? Les nombreux débats, manifestations et arguments avancés par les uns et les autres ont-ils fait changer d'avis certains ? S'agit-il d'une évolution temporaire, liée à une actualité très dense, où d'une inflexion plus durable reposant sur une réflexion plus aboutie ? Les opinions changeront-elles à nouveau lorsque la mesure sera appliquée concrètement ?

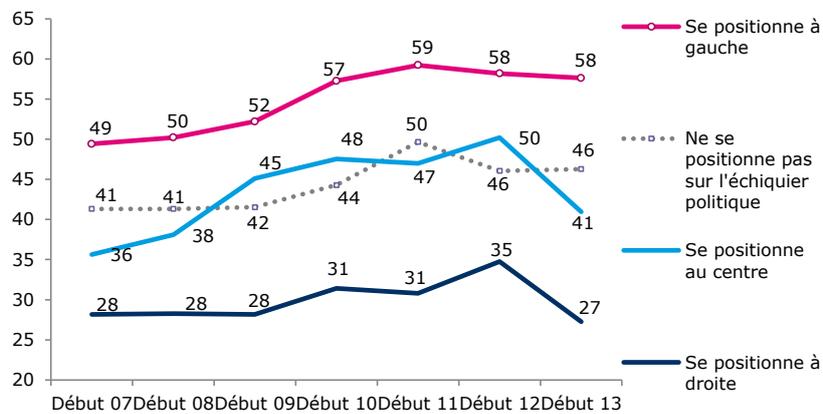
Notons tout d'abord que les attitudes quant au mariage et à l'adoption par des couples homosexuels constitue, depuis longtemps, une ligne de partage sur l'échiquier politique, entre les personnes considérant être « à gauche » qui y sont majoritairement favorables et les sympathisants de droite, qui y sont plutôt opposés (Graphique 29). Mais alors que l'acceptation du mariage entre deux personnes de même sexe progresse à la fois chez les sympathisants de gauche (+3 points entre 2012 et 2013) et de droite (+5 points), en revanche l'adoption semble marquer une **ligne de clivage de plus en plus nette entre les deux grandes familles politiques**. Le revirement de point de vue quant à l'adoption par des personnes homosexuelles étant particulièrement manifeste « à droite » (-8 points en un an) et au centre (-9 points) après un mouvement de progression continue ces dernières années.

Graphique 28 – L'adoption par des couples homosexuels, une nouvelle ligne de crispation partisane ?

Est d'accord avec l'idée que deux personnes du même sexe devraient **pouvoir s'unir civilement à la mairie**



Est d'accord avec l'idée que deux personnes du même sexe devraient pouvoir **adopter un enfant**



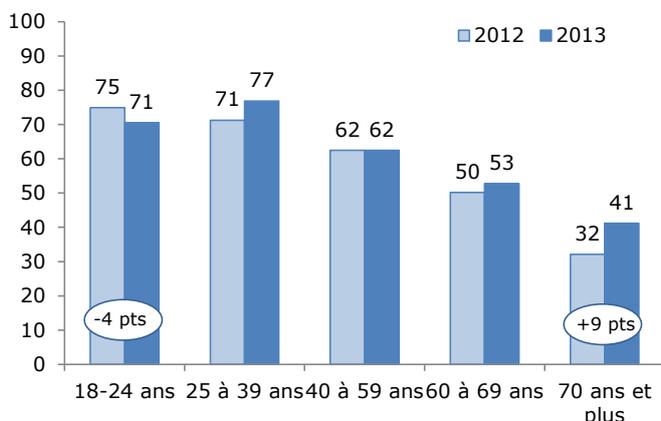
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Lecture : en 2013, 27% des sympathisants de droite sont favorables à l'adoption par des couples de même sexe, soit 8 points de moins qu'en 2012.

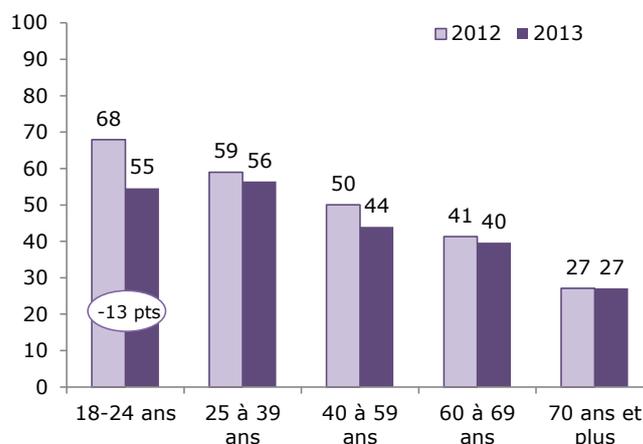
Parallèlement, la question de l'institutionnalisation de l'union des personnes de même sexe semble **bousculer cette année les clivages générationnels** traditionnels. D'un côté, les générations les plus anciennes, traditionnellement plus hostiles au principe semblent, cette année, se rapprocher de l'opinion majoritaire : les 60-69 ans (53%, +3 points) mais surtout les 70 ans et plus (41%, +9 points) ont singulièrement revu leur position. De l'autre, les jeunes, qui étaient jusqu'alors les plus fervents partisans du mariage pour tous et de l'adoption par des couples de même sexe, se montrent quelque peu ébranlés dans leurs certitudes (-4 points) et opèrent surtout une volte-face dès lors que l'on aborde la question de la filiation (-13 points en un an).

Graphique 29 – Des jeunes plus frileux, des seniors plus tolérants

Est d'accord avec l'idée que deux personnes du même sexe devraient **pouvoir s'unir civilement à la mairie**



Est d'accord avec l'idée que deux personnes du même sexe devraient **pouvoir adopter un enfant**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Lecture : en 2013, 55% des 18-24 ans sont favorables à l'adoption par des couples homosexuels, soit 13 points de moins qu'en 2012.

6.3 Evolution des clivages générationnels

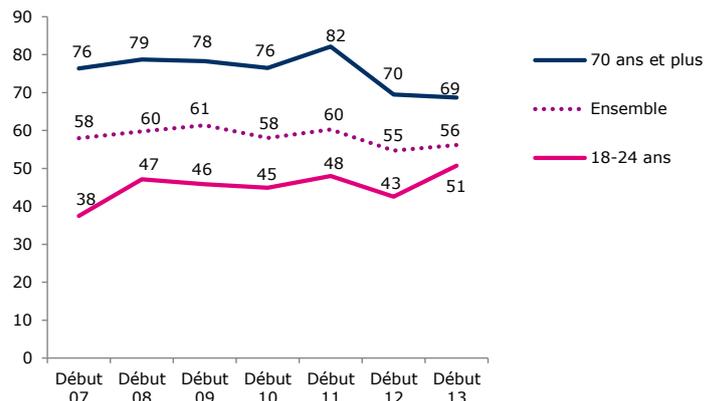
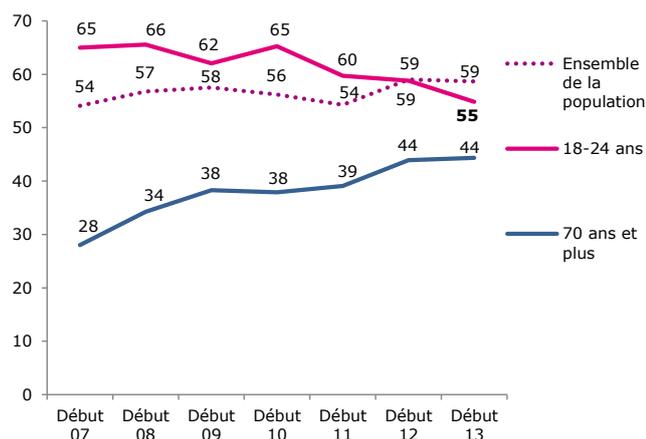
Est-ce une cause ou une conséquence ? Toujours est-il que les changements d'opinion ne s'arrêtent pas à la question de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Prenons l'exemple des positions par rapport au divorce. Depuis 35 ans l'idée que le **mariage** « est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties » ne cesse de se diffuser (59% de la population en 2013, contre 33% en 1979) et est devenue clairement majoritaire depuis 2006. Le principe d'une union « indissoluble » (15%) ou ne pouvant être dissoute que « dans des cas très graves » (25%) est aujourd'hui moins consensuel. Mais cette progression masque depuis quelques années **un recul chez les plus jeunes**. En 2007, 65% des 18-24 ans voyaient le mariage comme une union pouvant être rompue à partir du consentement des parties. Six ans plus tard, la proportion n'est plus que de 55%, passant ainsi en dessous de la moyenne observée dans l'ensemble de la population, pour la première fois depuis 35 ans ! L'évolution est d'autant plus marquante que, à l'autre bout de la pyramide des âges, les 70 ans et plus se rangent de plus en plus à l'idée d'un divorce envisageable si les époux le souhaitent (44%, +16 points depuis 2007). Autre fait marquant, la **famille** apparaît de plus en plus aux jeunes comme « le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » (51%, +8 points en un an). Jamais, en 35 ans, les jeunes — habituellement plus critiques que la moyenne par rapport à la famille — ne sont aussi peu démarqués de l'opinion générale. Là aussi, les aînés semblent suivre plutôt un chemin inverse, se montrant, ces dernières années, moins exclusifs vis-à-vis du cercle familial. Le mouvement de **conservatisme** qui touche les jeunes semble dépasser le cadre de la famille. 65% d'entre eux déclarent ainsi

aujourd'hui que, pour mieux fonctionner, la société française aurait besoin de plus d'ordre (plutôt que plus de liberté). En deux ans - sous l'effet de la crise ? - le besoin d'ordre a progressé de 17 points chez les 18-24 ans, alors qu'il semblait plutôt en perte de vitesse depuis le début des années 2000.

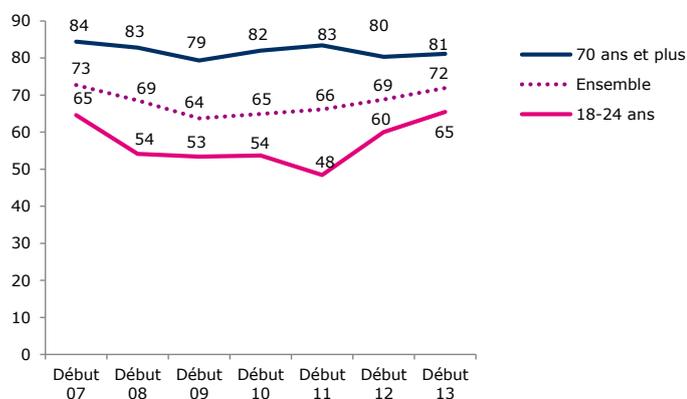
Graphique 30 – Une homogénéisation des points de vue ?

Considère que « Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties » (plutôt que « une union indissoluble » ou « une union qui peut être dissoute dans des cas très graves »)

Est d'accord avec l'idée que « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu »



Pense que « pour mieux fonctionner, la société a besoin de plus d'ordre » (plutôt que plus de liberté)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

7. Une population plus moderniste en matière de mœurs mais toujours aussi déprimée

Réalisée depuis trente-cinq ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'un grand nombre de variables.

Seize de ces variables sont posées à l'identique chaque année et servent à bâtir « **L'Espace Général des Opinions des Français** »¹⁸. La particularité de cette analyse est qu'elle repose sur des variables qui ne se réfèrent pas à des situations objectives des enquêtés, mais qui correspondent à des **perceptions et des opinions**. Il s'agit, d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie **personnelles** (santé, cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son niveau de vie ou de son budget...) et, d'autre part, de jugements **généraux** qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, les découvertes scientifiques, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

Ces seize questions¹⁹ sont utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples sur l'ensemble de la période, dont le premier plan factoriel constitue *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cet Espace permet d'observer la trajectoire suivie par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début d'année : est-elle toujours aussi insatisfaite que l'an dernier ? Plus ou moins moderniste ? Cet Espace permet également de visualiser la façon dont **les différents groupes socio-démographiques** se positionnent à chaque période, et notamment ces dernières années.

Il ressort de cette analyse que la brusque détérioration enregistrée en 2012 n'a pas été corrigée cette année. Certes, **l'insatisfaction** reflue très légèrement, mais elle reste à un niveau très inquiétant. Dans le même temps, le **modernisme** continue à progresser et 2013 remplace 2012 comme point le plus haut (le plus moderne) dans l'Espace des opinions.

¹⁸ On trouvera la liste des variables retenues page suivante.

¹⁹ Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme une nouvelle fois cette année.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

7.1 L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2013)

Seize variables actives contribuent donc à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »²⁰. Les deux premiers axes factoriels, à savoir l'axe de « satisfaction/insatisfaction » d'une part et l'axe de « modernisme / traditionalisme » d'autre part (Graphique A1), délimitent quatre zones d'opinions très marquées.

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

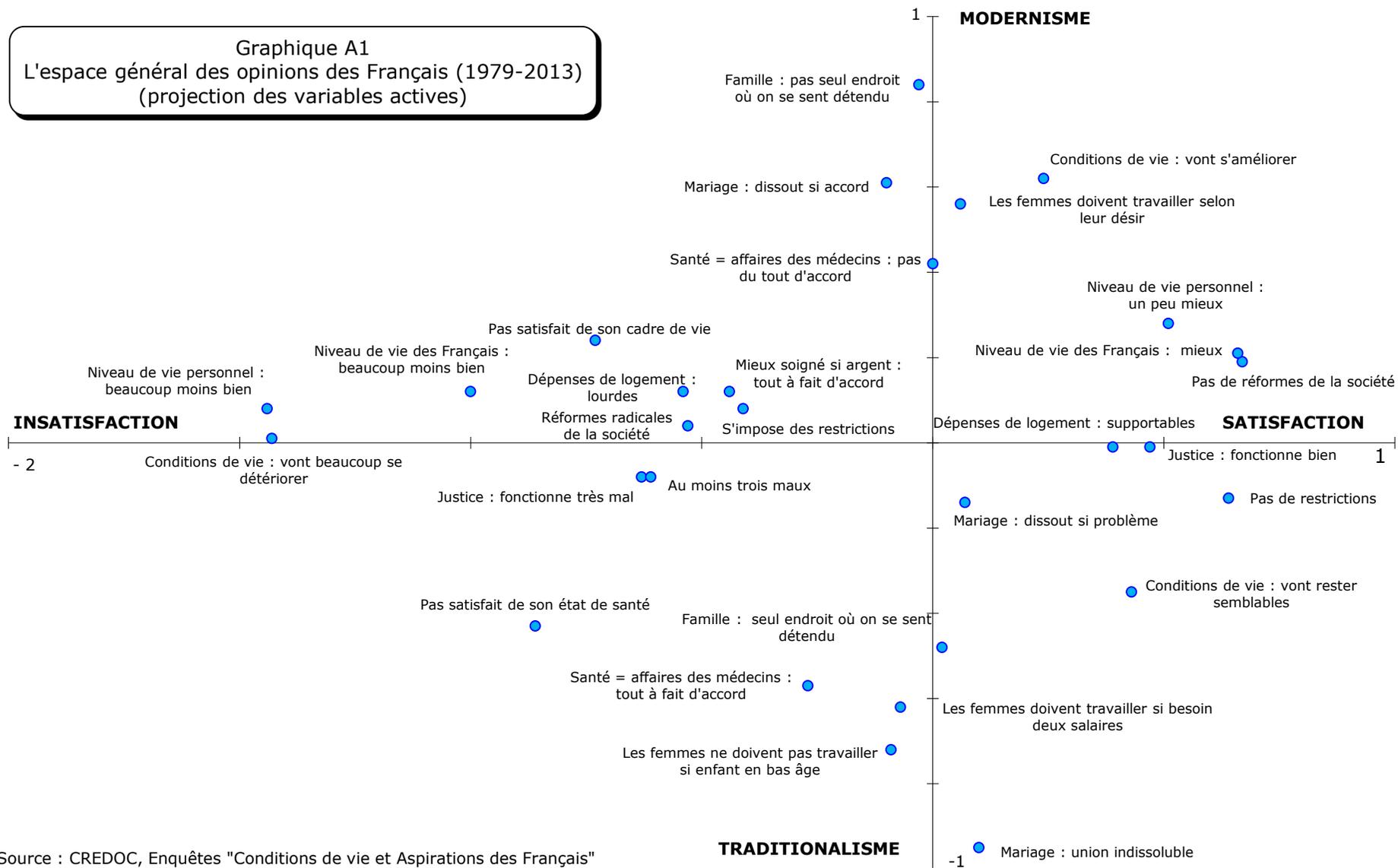
Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté, les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait**, aussi bien de ses conditions de vie personnelles que de celles de l'ensemble des Français, de son état de santé que du fonctionnement de la société.

À droite du Graphique A1 se trouve la zone dite de "satisfaction", où règne un relatif optimisme : on y pense que son niveau de vie personnel et celui de l'ensemble des Français vont mieux depuis dix ans et que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq années à venir. Les individus de cette zone ne s'imposent pas de restrictions sur leur budget ; les dépenses liées au logement sont jugées supportables. Ils ne croient pas que la société française a besoin de se réformer et estiment que la justice fonctionne bien dans notre pays.

A l'inverse, à gauche de cette même carte, se regroupent les individus "mécontents" qui se plaignent d'une dégradation de leur niveau de vie depuis dix ans et qui anticipent, également, une détérioration de leurs conditions de vie futures. Ces individus ne sont satisfaits ni de leur état de santé – ils déclarent, d'ailleurs, de nombreuses douleurs psychosomatiques –, ni de leur cadre de vie, ils font face à des dépenses de logement lourdes et déclarent devoir s'imposer régulièrement des restrictions. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent, plus fréquemment, imposer à la société française des réformes radicales.

²⁰ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 70 000 individus (trente-cinq vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2013)
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe** se résume, pour l'essentiel, à l'opposition entre modernisme et traditionalisme en matière de mœurs ; il se détermine, au premier chef, à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

En haut de la carte se projettent les individus ayant des opinions qu'on peut qualifier de « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties et que les femmes peuvent travailler selon leur bon plaisir.

Mais on notera également que figurent dans cette même zone les individus **les plus confiants** quant à leurs futures conditions de vie : cette variable, qui illustre une certaine confiance envers l'avenir, exerce une influence croissante depuis le début des années 2000. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne désormais, fréquemment, d'une confiance en l'avenir plus marquée.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, érigent la famille en valeur refuge et sont peu favorables à l'activité féminine. Selon eux, les femmes ne doivent travailler que si la famille ne s'en sort pas avec un seul salaire et, de toute façon, elles ne doivent jamais exercer une activité lorsqu'elles ont des enfants en bas âge. On trouve aussi, ici, les individus qui délèguent au médecin la responsabilité de leur état de santé.

7.2 Trente-cinq ans d'évolution des opinions

La projection dans l'espace défini ci-dessus de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, de nombreux revirements et inflexions.

Si l'on se contente de comparer le début et la fin de la période, **le mouvement général s'est fait, simultanément, vers un modernisme accru s'agissant des mœurs et vers une plus grande insatisfaction quant à ses conditions de vie** : la position de l'opinion en 2013 est symétrique à ce qu'elle était en 1979.

Dans le détail, des mouvements de balanciers entre optimisme et pessimisme se sont succédés depuis les années quatre-vingt, avec aussi des avancées et des reculs s'agissant de tolérance vis-à-vis des mœurs.

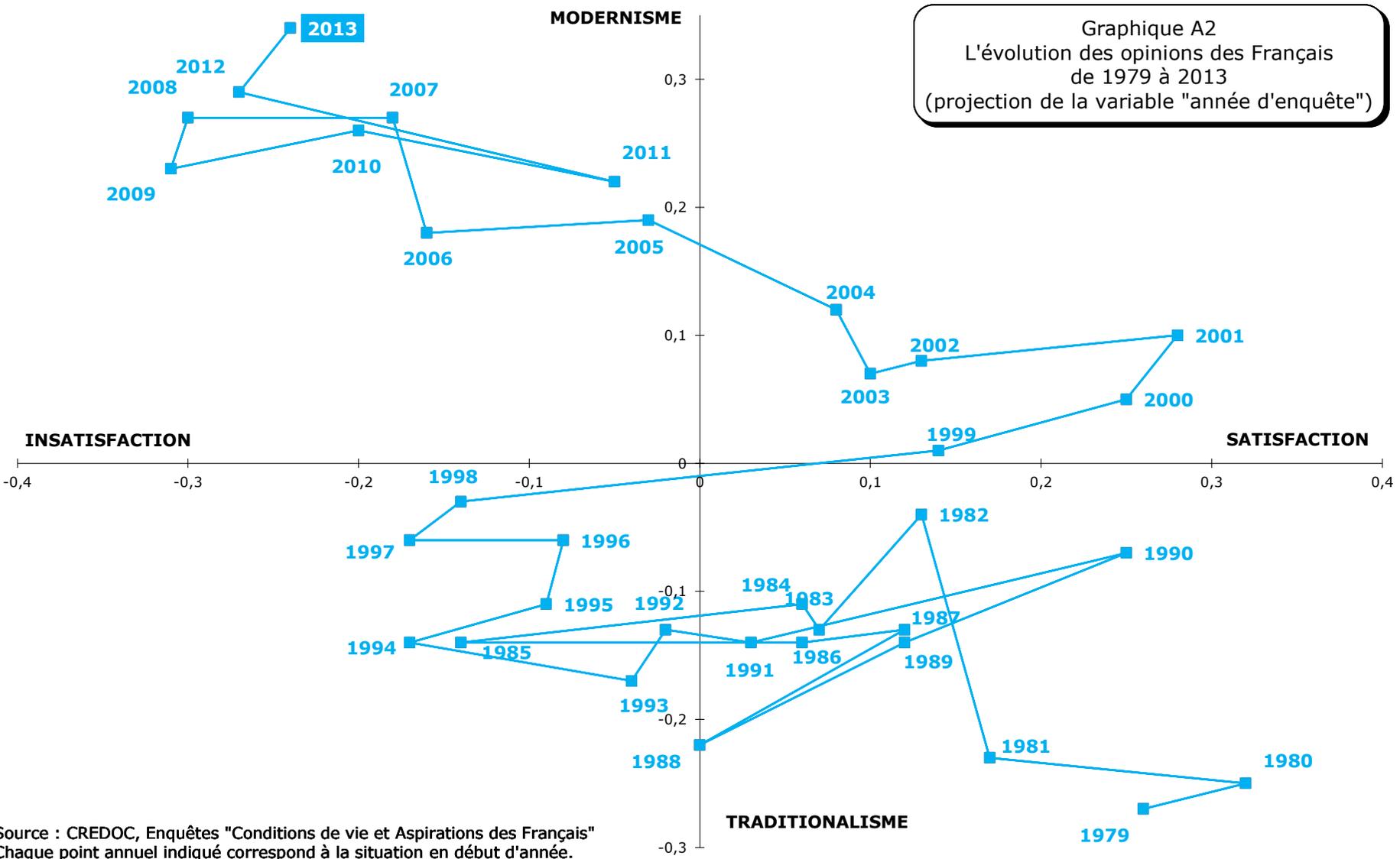
La décennie 1980 débute dans le deuxième quadrant du plan factoriel, teinté d'optimisme mais baignant encore dans un fort traditionalisme en matière de mœurs. A part une brève incursion, en 1985, dans la zone d'insatisfaction, les premières années d'enquête se trouvent à droite du plan. En revanche, en bas et à gauche de la carte, on repère très clairement **les années noires** du milieu des années 1990, dans le sillage de la crise économique de 1993 : tous ces points ont des abscisses négatives.

Entre 1998 et 1999, le moral des ménages remonte en flèche et l'opinion bascule radicalement de la gauche vers la droite de la carte, de l'insatisfaction vers la satisfaction. Jamais l'opinion n'a parcouru un tel chemin en si peu de temps. Et c'est également à ce moment que l'opinion progresse vers plus de modernité, franchissant pour la première fois l'axe des abscisses : jamais plus l'opinion ne descendra au sud de la carte.

De 1999 à 2004, l'opinion reste dans le premier quadrant du plan, avec, globalement, un sentiment de satisfaction dominant. Pourtant, de 2002 à 2009, s'opère une véritable « descente aux enfers », avec ses dégradations successives du moral des ménages, se traduisant sur le graphique par une translation de droite à gauche de l'espace des opinions. Les années 2008 et 2009, en particulier, ont établi de nouveaux records de mécontentement mais, contrairement à la précédente crise, les points se situent désormais dans le haut du plan : la morosité est davantage prononcée, mais nos concitoyens ont également, en une décade, évolué vers davantage de modernisme.

En 2010 et, surtout, en 2011, l'opinion s'était considérablement rassérénée, se rapprochant même de la zone de satisfaction. Las, cette amélioration a presque totalement été réduite à néant l'an dernier : le point de 2012 était presque aussi décalé sur la gauche que les points extrêmes enregistrés en 2008 et 2009. Ce retournement de l'opinion n'est guère contrebalancé cette année : **nos concitoyens restent confinés dans cette zone où prévalent grogne et insatisfaction.**

Autre enseignement : cette année, l'opinion continue sa progression vers davantage de modernisme. 2013 est le nouveau point le plus haut, effaçant le record de l'an dernier.



On vient de le voir, **le point de l'année 2013 se situe dans le quatrième quadrant**, dans la zone cumulant modernisme et insatisfaction ; il témoigne ainsi d'une grande insatisfaction matinée d'un modernisme convaincu. Pour autant, cela reste un positionnement moyen, celui de l'ensemble de la population. Afin de repérer les éventuelles spécificités du corps social, nous avons donc projeté, dans l'espace des opinions, la situation, en 2013, des principaux groupes sociaux en fonction de l'âge, de la situation par rapport à l'emploi ou du niveau de revenus (Graphique A3).

Que voit-on quand on examine le positionnement de ces différents groupes dans l'espace des opinions ?

La plupart des composantes du corps social se situent dans le quatrième quadrant, partageant le marasme et l'ouverture d'esprit quant aux mœurs qui caractérisent notre période. Très peu échappent à cette localisation :

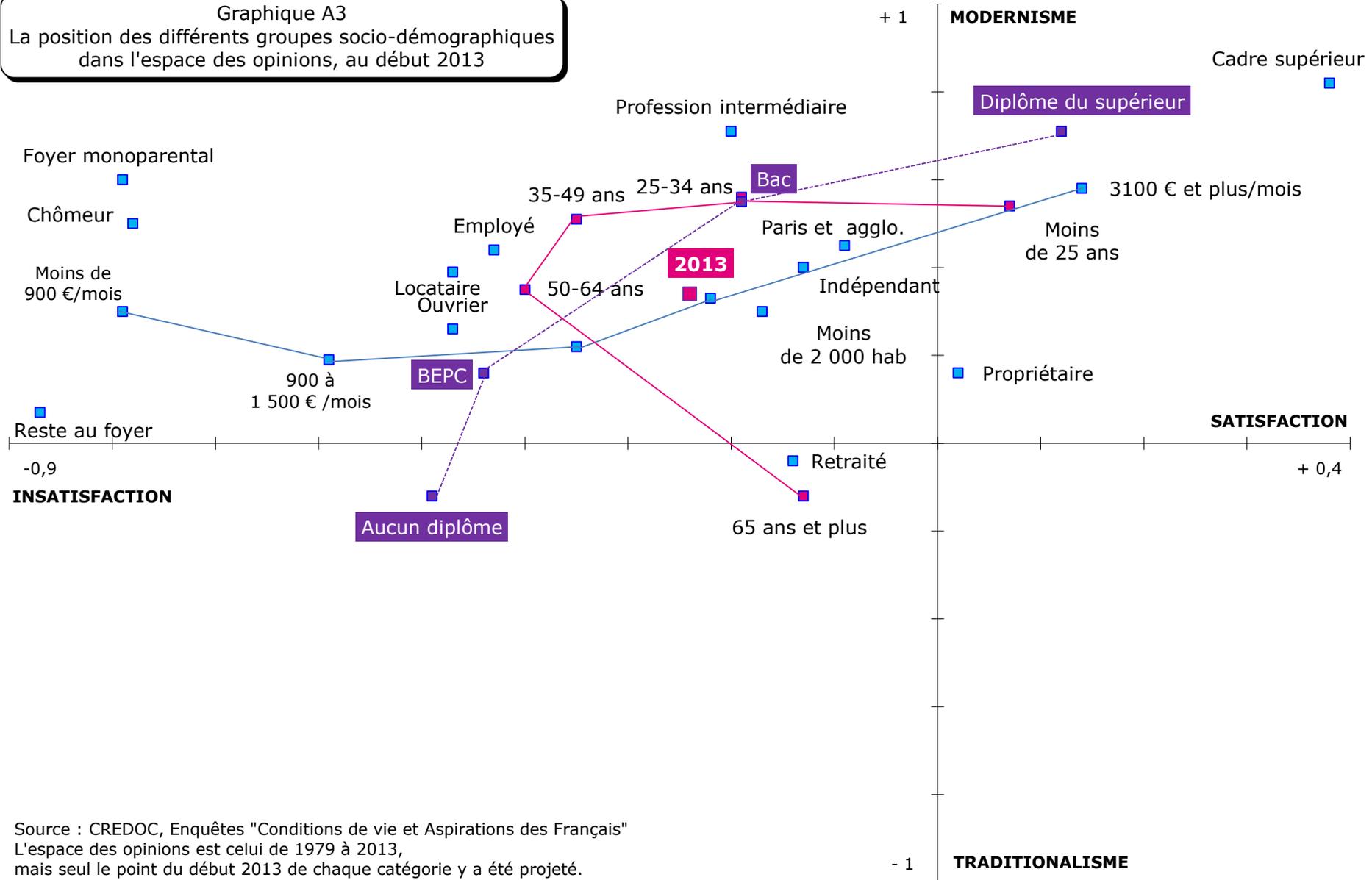
- Comme l'an dernier, trois groupes se distinguent en se projetant toujours en bas du plan, dans la zone de traditionalisme : les retraités, les plus âgés et les non-diplômés. Ce sont les seuls groupes à ne pas avoir basculé dans le modernisme qui caractérise pourtant l'ensemble des Français depuis 1999.
- Cinq groupes sont du « bon côté » du plan, celui où la satisfaction l'emporte. Les jeunes de moins de 25 ans et les personnes propriétaires de leur logement ont rejoint les cadres supérieurs, les titulaires de hauts revenus et les diplômés de l'enseignement supérieur qui jouissaient déjà, en 2012, d'une telle situation. Les travailleurs indépendants, qui n'en semblaient pas loin l'an dernier, n'ont pas eu cette chance : ils ont souffert, cette année, d'une baisse de moral qui les a translatés vers la gauche du plan, les éloignant de la zone de satisfaction (Graphique A4 bis).

La dispersion liée au positionnement sur le premier axe (satisfaction / insatisfaction) est plus marquée que celle liée au second axe (modernisme / traditionalisme). Les abscisses s'échelonnent en effet de - 0.87 (bas revenus) à 0.39 (cadre). Le premier axe oppose, de fait, les personnes ayant un fort capital culturel et économique, aux plus fragiles (personnes au foyer, chômeurs, bas revenus). Le niveau des revenus suit parfaitement ce premier axe, témoignant de l'influence très forte du niveau de vie sur la perception des conditions de vie et du fonctionnement de la société. On note cette année que les personnes au foyer sont particulièrement mécontentes : déjà victimes, l'an dernier, d'une brusque aggravation de leur moral, elles connaissent, cette année, une nouvelle détérioration de celui-ci (Graphique A4).

Sur le second axe, les ordonnées varient de - 0.12 (les 65 ans et plus ainsi que les non-diplômés ont la même ordonnée) à 0.82 (cadre). L'âge, mais aussi le niveau de diplôme, expliquent le positionnement sur cet axe : les plus âgés et les moins diplômés sont les plus conservateurs ; les jeunes et les diplômés sont les plus ouverts au changement.

On notera que les cadres sont, à nouveau, à la fois, les champions de l'optimisme et de la modernité.

Graphique A3
 La position des différents groupes socio-démographiques dans l'espace des opinions, au début 2013



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 L'espace des opinions est celui de 1979 à 2013,
 mais seul le point du début 2013 de chaque catégorie y a été projeté.

7.3 Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les trente-cinq dernières années. Par souci de lisibilité, nous avons fait le choix de ne présenter que les évolutions intervenues sur la dernière décennie, de 2003 à 2013. Les graphiques évolutifs figurent en annexe.

Alors que l'an dernier la très grande majorité des groupes étudiés était affectée par une brutale dégradation du moral, les trajectoires sont de bien moindre ampleur en 2013, à l'image de ce qui se passe pour l'ensemble de la population. Pour certains groupes cependant (ouvriers, chômeurs, travailleurs indépendants, personnes au foyer) la descente aux enfers se poursuit. Les accédants à la propriété et les 50-64 ans sont, également, en moins bonne posture cette année que l'an dernier.

- **ANALYSE SELON LA PROFESSION-CATÉGORIE SOCIALE :** les cadres, les membres des professions intermédiaires, les employés et les retraités affichent, à l'instar de l'ensemble de la population, un léger mieux s'agissant de leur moral (Graphique A4, en annexe). Les cadres sont les seuls à pouvoir se targuer de figurer à droite du plan, dans la zone de satisfaction. Pour les ouvriers, les travailleurs indépendants et les personnes au foyer, 2013 se place sous le signe d'un pessimisme et d'un mécontentement accrus (déplacement vers la gauche du plan voir Graphique A4 bis). Notons que les personnes au foyer ont quitté cette année la zone de traditionalisme ; les retraités sont donc les derniers à y figurer.
- **ANALYSE SELON LA SITUATION D'EMPLOI** (Graphique A5) : quand on partage la population entre actifs occupés, inactifs et chômeurs, chacun de ces groupes occupe, dans l'espace des opinions, une place qui lui est propre. Les inactifs sont les plus traditionalistes (même s'ils restent, pour la deuxième année consécutive, au-dessus de l'axe des abscisses). Actifs et occupés et chômeurs partagent le même modernisme, mais se distinguent selon le premier axe : les actifs occupés sont beaucoup plus satisfaits que les actifs privés d'emploi. Cette année, d'ailleurs, l'écart se creuse, les chômeurs se déplaçant encore vers la gauche du plan alors que les actifs occupés se déplacent vers la droite, sans pour autant franchir l'axe vertical.

- **ANALYSE SELON LE NIVEAU DE DIPLOME** (Graphique A6) : le diplôme s'avère un facteur très discriminant, permettant de faire émerger des groupes aux opinions très différenciées : aux diplômés du supérieur situés dans le premier quadrant répondent, dans le quadrant diagonalement opposé, les non-diplômés qui peinent à se défaire de leur positions traditionalistes en matière de mœurs et qui, tout au long de la période analysée, se sont projetés à gauche, dans la zone d'insatisfaction. Les mouvements de 2013 sont faibles comparés à ceux de 2012. Les diplômés du supérieur sont les seuls à afficher une très légère amélioration de leur moral ; les non-diplômés évoluant, quant à eux, vers un peu plus de morosité.
- **ANALYSE SELON LE NIVEAU DE REVENU** (Graphique A7) : comme le diplômé, le niveau de revenus dans le foyer détermine, pour chacun, une place bien différente dans l'Espace des opinions. Les déplacements étant, cette année, de faible ampleur, chacun reste confiné dans la zone qu'il occupe. Autant dire que l'écart est béant entre les titulaires des plus hauts revenus (les seuls à bénéficier d'un positionnement dans le premier quadrant) et ceux qui disposent de moins de 900 euros par mois et dont le niveau d'insatisfaction est parmi les plus importants qui soient (avec les personnes au foyer, les chômeurs et les foyers monoparentaux).

L'analyse des opinions en fonction du niveau de vie ne dit pas autre chose. Les courbes des hauts revenus (dont le niveau de vie moyen est supérieur à 1,5 fois le revenu médian), des classes moyennes et des bas revenus (dont le revenu moyen est inférieur à 0,7 fois le revenu médian) jamais ne se chevauchent (Graphique A7 bis). Seuls les hauts revenus sont globalement satisfaits. Les bas revenus – et les classes moyennes depuis 2005 – sont, pour leur part, confinés à gauche du plan.

- **ANALYSE SELON L'ÂGE** (Graphique A8) : que nous apprend la projection des différentes classes d'âge dans l'Espace des opinions ? Que seuls les plus jeunes (les moins de 25 ans) sont globalement satisfaits et que, au fur et à mesure que les individus prennent de l'âge, ils se montrent de plus en plus mécontents, se projetant de plus en plus à gauche du plan. Cette tendance ne vaut pas pour les séniors : les plus de 65 ans, par ailleurs fort traditionalistes, sont en effet moins pessimistes que les 50-64 ans.

En 2013, ce sont les 50-64 ans qui sont les plus déprimés ; leur moral s'est dégradé par rapport à 2012 alors que les autres tranches d'âge ont, quant à elles, progressé vers plus d'optimisme.

- **ANALYSE SELON LE STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT** (Graphique A9) : le statut d'occupation du logement génère aussi des localisations très différenciées dans l'Espace des opinions. Alors que les locataires sont les plus moroses de tous, propriétaires et accédants à la propriété bénéficient d'un meilleur moral. Cette année, les propriétaires repassent même à droite du plan, dans la zone de satisfaction alors que les accédants s'enfoncent davantage dans le mécontentement, en se déplaçant toujours plus à l'ouest de la carte. Les deux groupes, propriétaires et accédants, diffèrent par ailleurs toujours sur leur niveau de modernisme : les premiers, de 18 ans plus jeunes que les seconds, sont plus « ouverts »²¹.
- **ANALYSE SELON LA TAILLE DE L'AGGLOMÉRATION DE RÉSIDENCE** (Graphique A10) : entre les ruraux et les Parisiens, a priori les groupes les plus éloignés qui soient, on ne distingue, dans l'Espace des opinions, finalement que peu d'écarts. Les mouvements qui les affectent cette année sont similaires et tous deux affichent à la fois des niveaux de satisfaction et de modernisme très proches.
- **ANALYSE SELON L'ÉQUIPEMENT EN NOUVELLES TECHNOLOGIES** (Graphique A11) : la projection des variables d'équipement en TIC dans l'Espace des opinions illustre parfaitement l'effet de génération à l'origine des écarts les plus sensibles : les personnes non équipées se révèlent plus traditionalistes en matière de mœurs (c'est-à-dire un peu plus âgées). En termes de satisfaction, qu'on soit équipé ou pas en TIC ne change rien à la situation : en 2013, tous se situent à l'Ouest du plan, dans la zone d'insatisfaction.
- **ANALYSE SELON LA STRUCTURE FAMILIALE** (Graphique A12) : en 2013, les quatre grands types de structures familiales étudiées sont, certes, dans le même quadrant mais on note la place à part, très à gauche du plan, des foyers monoparentaux, dont on sait la grande précarité qui les caractérise²². Les couples avec ou sans enfants ainsi que ceux qui ne vivent pas en couple et n'ont pas d'enfants à charge partagent peu ou prou le même niveau de satisfaction. Cette année, on retiendra que les couples avec enfants ont davantage repris confiance que les couples sans enfant, qui enregistrent une nouvelle baisse de la satisfaction.

²¹ Pour plus d'information sur le thème du logement, lire M. Babès, R. Bigot, S. Hoibian, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>

²² Olivier Chardon, Fabienne Daguet, Emilie Vivas, *Les familles monoparentales : des difficultés à travailler et à se loger*, INSEE Première n°1195, juin 2008, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1195/ip1195.pdf>

Conclusion

Au début 2013, seuls 4% de nos concitoyens ont l'impression que le niveau de vie de l'ensemble de la population a progressé au cours des dernières années. En un mot, **les Français ont l'impression d'assister à un naufrage collectif**, même si individuellement, le constat est moins sévère. Jamais, depuis 35 ans que nous suivons ces indicateurs, les représentations collectives ne s'étaient autant éloignées des impressions personnelles. On peut craindre, dans ces conditions que les seuls qui misent sur un rebond économique à moyen terme retardent leurs investissements, de crainte que l'ensemble du corps social ne suive pas. Nous sommes dans une situation où les **anticipations négatives** jouent contre la reprise. La hausse continue du chômage, qui préoccupe de plus en plus nos concitoyens, est un autre facteur invitant à la prudence. En espérant que cette situation ne se transforme pas en **paralysie**.

Les Français sont comme tétanisés par la progression du chômage : une personne sur deux déclare que c'est l'un de ses principaux sujets de préoccupation. La plupart des autres sujets passent à l'arrière-plan : l'environnement, les maladies graves, les tensions internationales, l'Europe, etc. Même la pauvreté mobilise moins d'attention, comme s'il était plus urgent de restaurer le plein emploi que de veiller aux filets de sécurité sociale. A cet égard, de nombreux indicateurs de l'enquête montrent une certaine **fatigue de la compassion** : une majorité de nos concitoyens soutiennent toujours les politiques sociales, mais l'assistance aux plus démunis est de plus en plus remise en cause et la crainte des effets déresponsabilisants progresse nettement cette année. Ce mouvement de l'opinion s'amplifie nettement cette année, alors qu'habituellement, la crise ravive l'empathie à l'égard des personnes qui vivent en situation de pauvreté.

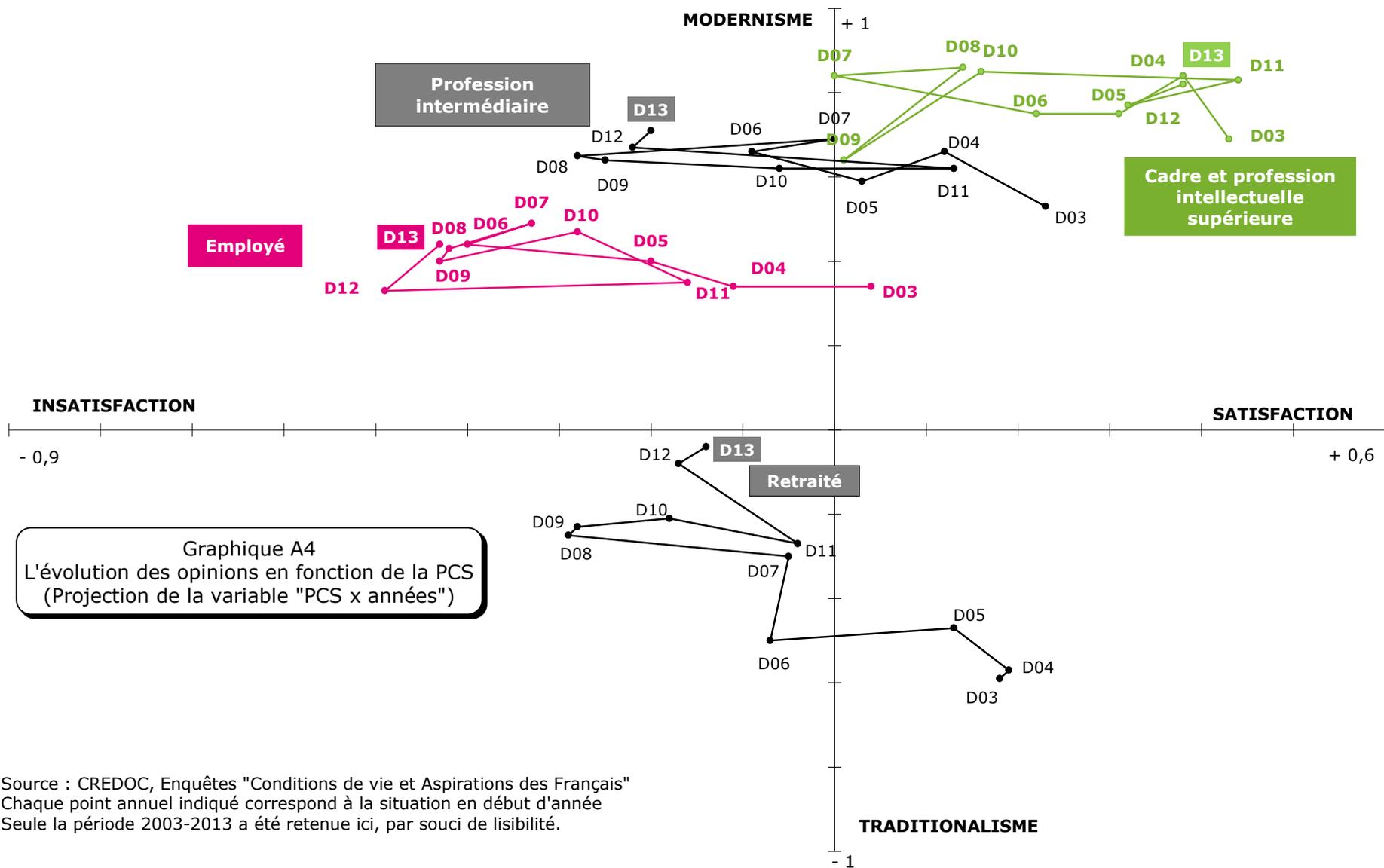
Autre signe de crispation : jamais, au cours des trois dernières décennies, les Français n'ont été aussi tenté par le radicalisme. Plus de huit personnes sur dix souhaitent que la société change profondément et les partisans de changements radicaux (37%, +7 points en deux ans) seront bientôt plus nombreux que les défenseurs de réformes progressives (44%, -8 points durant la même période). La **défiance envers les institutions**, que l'on constate aussi à travers le sentiment majoritaire que la justice ne fonctionne pas, se reflète dans la croyance — majoritaire encore — que le gouvernement n'est pas en mesure de résoudre les difficultés qui se posent en France aujourd'hui. Depuis plus d'une douzaine d'années, tous gouvernements confondus, la confiance dans le politique pour influencer sur le réel n'en finit pas de s'éroder et la crise de représentativité des institutions démocratiques se renforce.

Dans un univers économique et social de plus en plus insécurisant, faute d'une puissance publique en capacité de rassembler et de rassurer, **la défiance et les inquiétudes progressent** : le sentiment d'insécurité progresse, que ce soit à travers la peur des agressions dans la rue ou des risques d'accident de la route ; au-delà des risques de la vie quotidienne, les risques « exceptionnels » tels que la guerre ou les accidents de centrale nucléaire préoccupent une part croissante — et majoritaire — de nos concitoyens. En découle un certain **mal-être** qui diffuse dans l'ensemble du corps social : les Français ont l'impression que leur état de santé se dégrade et ils se plaignent plus souvent de souffrir différents maux (insomnies, maux de tête, mal de dos, maladies chroniques...).

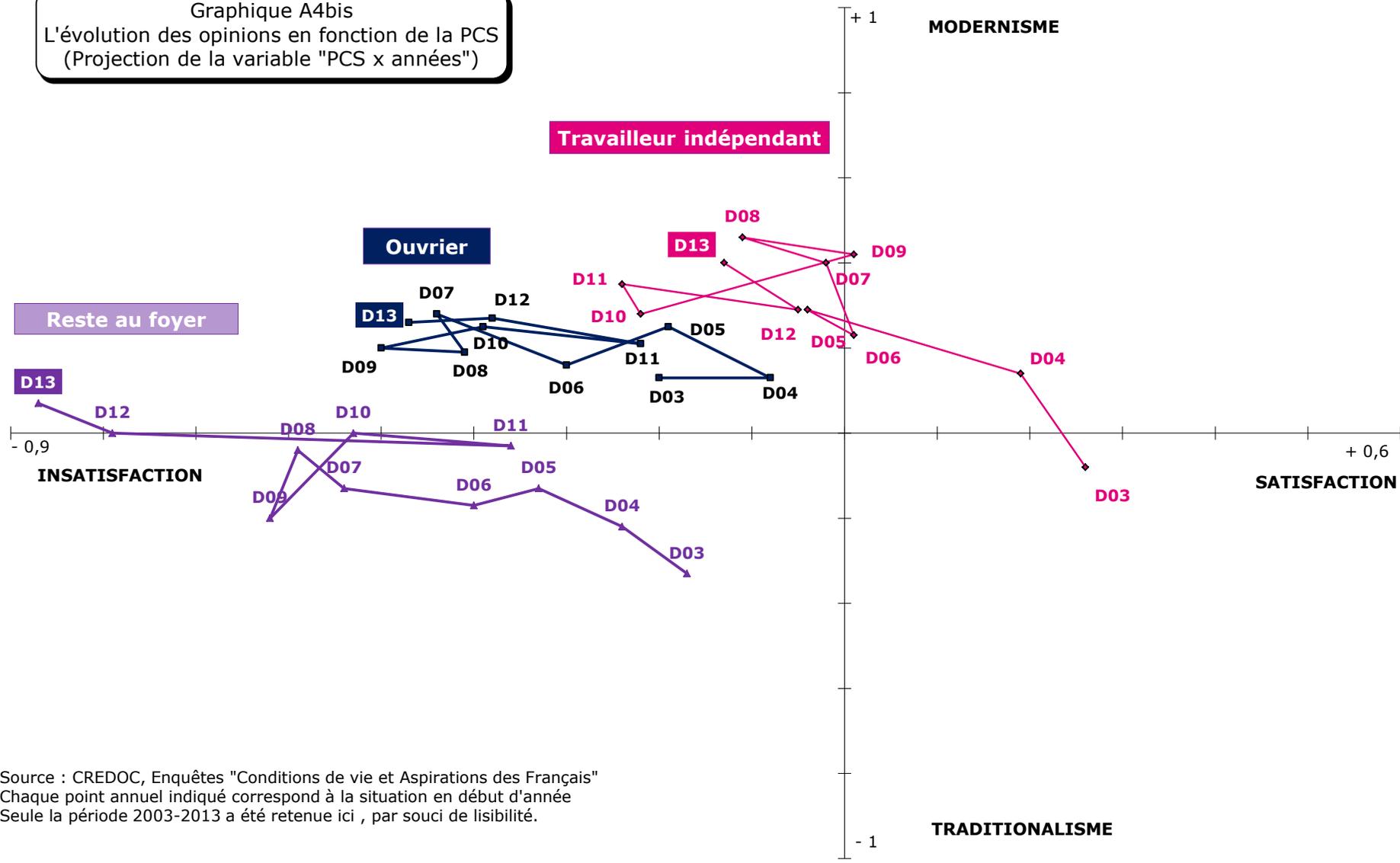
Dès lors, la **famille** semble devenir, au moins sur le plan symbolique, un espace **refuge**. 93% des individus placent ainsi cette année leur cercle familial proche en tête de leurs priorités de vie (+7 points en trois ans). La progression concerne l'ensemble du corps social mais est particulièrement marquée chez les catégories les plus exposées (chômeurs, catégories modestes) et va de pair avec une certaine déception vis-à-vis du politique.

On le voit, la société française est en souffrance. La crise qui se prolonge n'en finit pas de peser sur le moral de la population, tout en **fissurant la cohésion sociale**. Il est temps que quelque chose change dans le bon sens, car certains sont au bord de la rupture et la **tentation du radicalisme** est de plus en plus palpable.

Annexes : Graphiques évolutifs par groupe dans l'espace des opinions

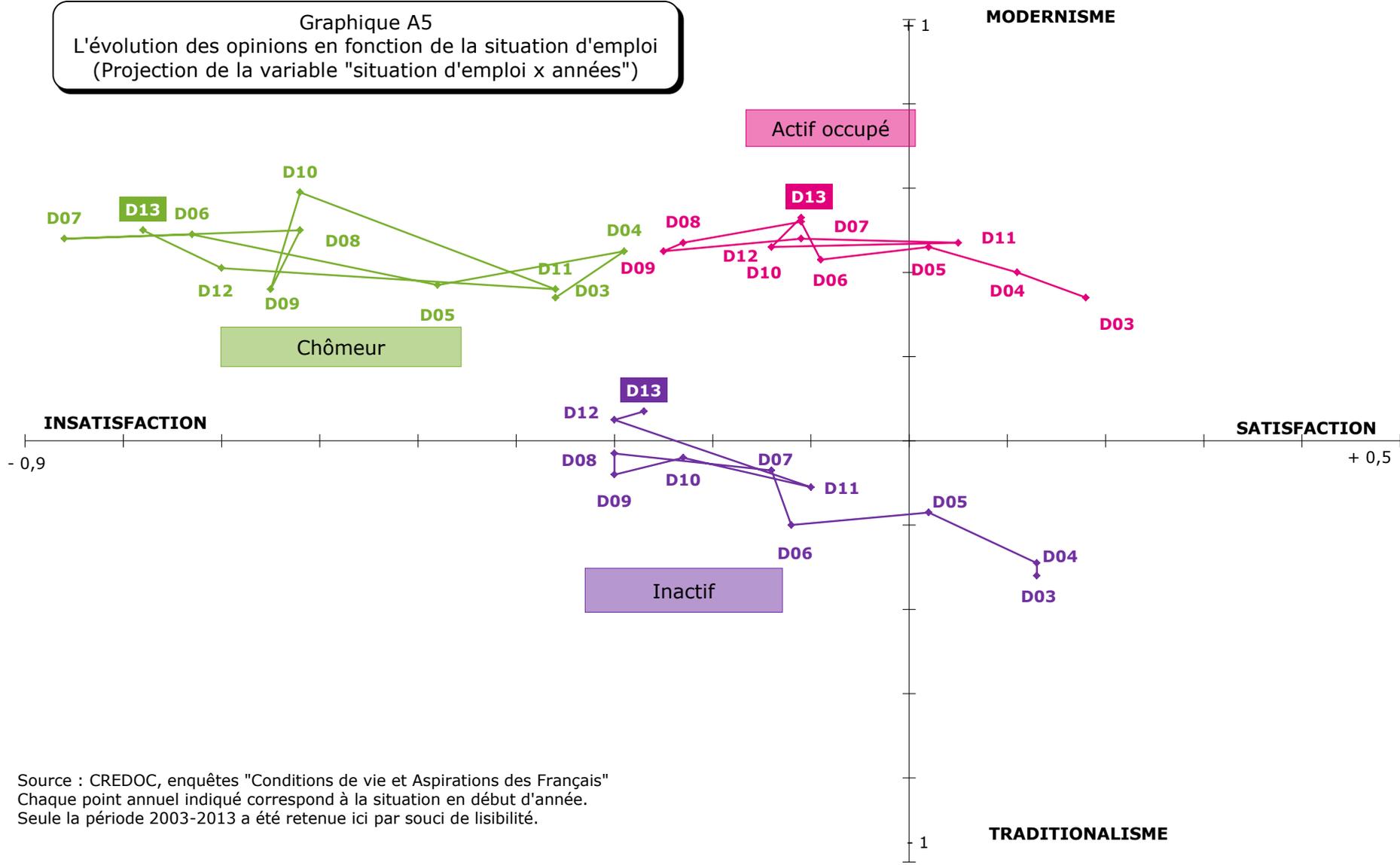


Graphique A4bis
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(Projection de la variable "PCS x années")



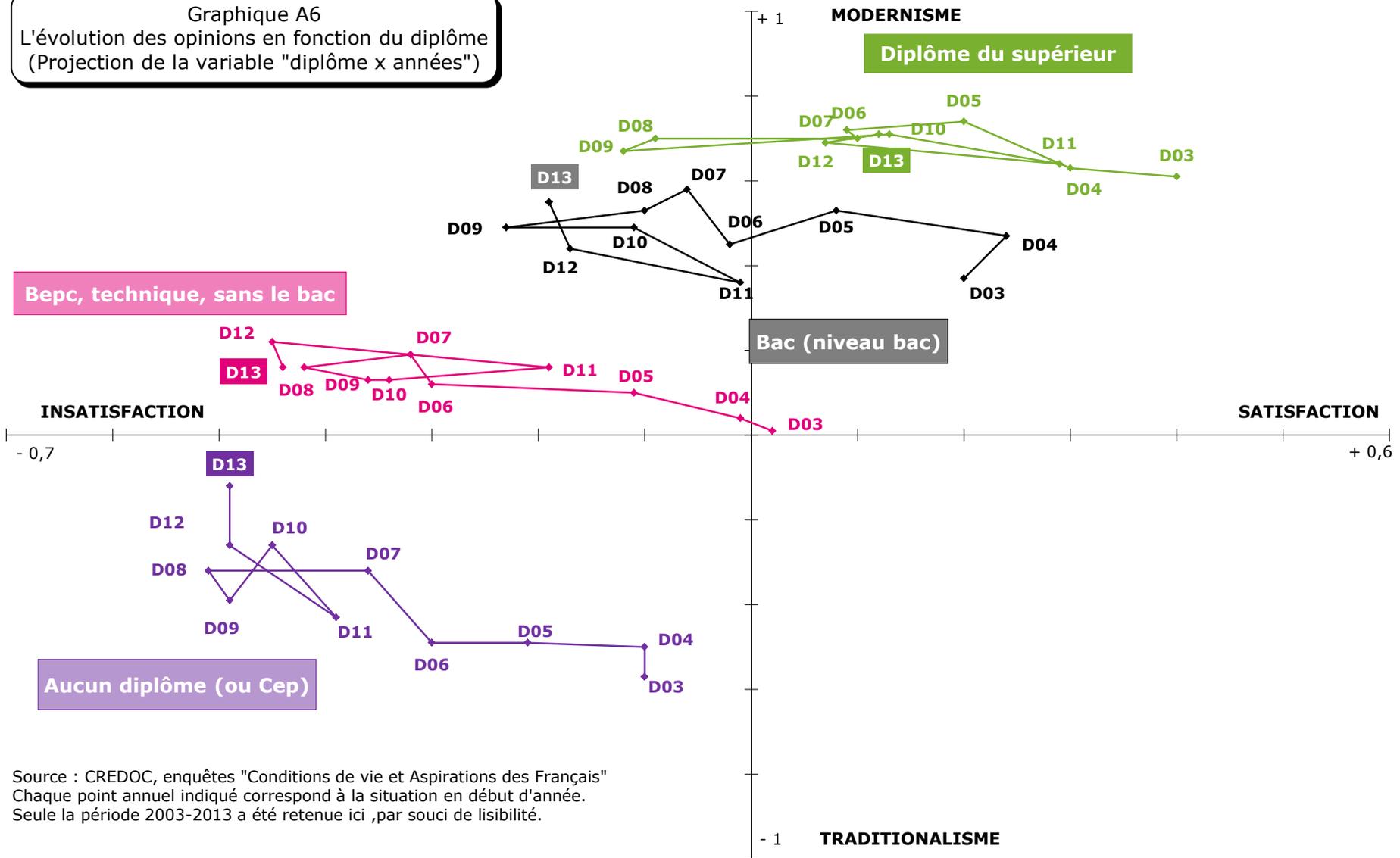
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A5
 L'évolution des opinions en fonction de la situation d'emploi
 (Projection de la variable "situation d'emploi x années")



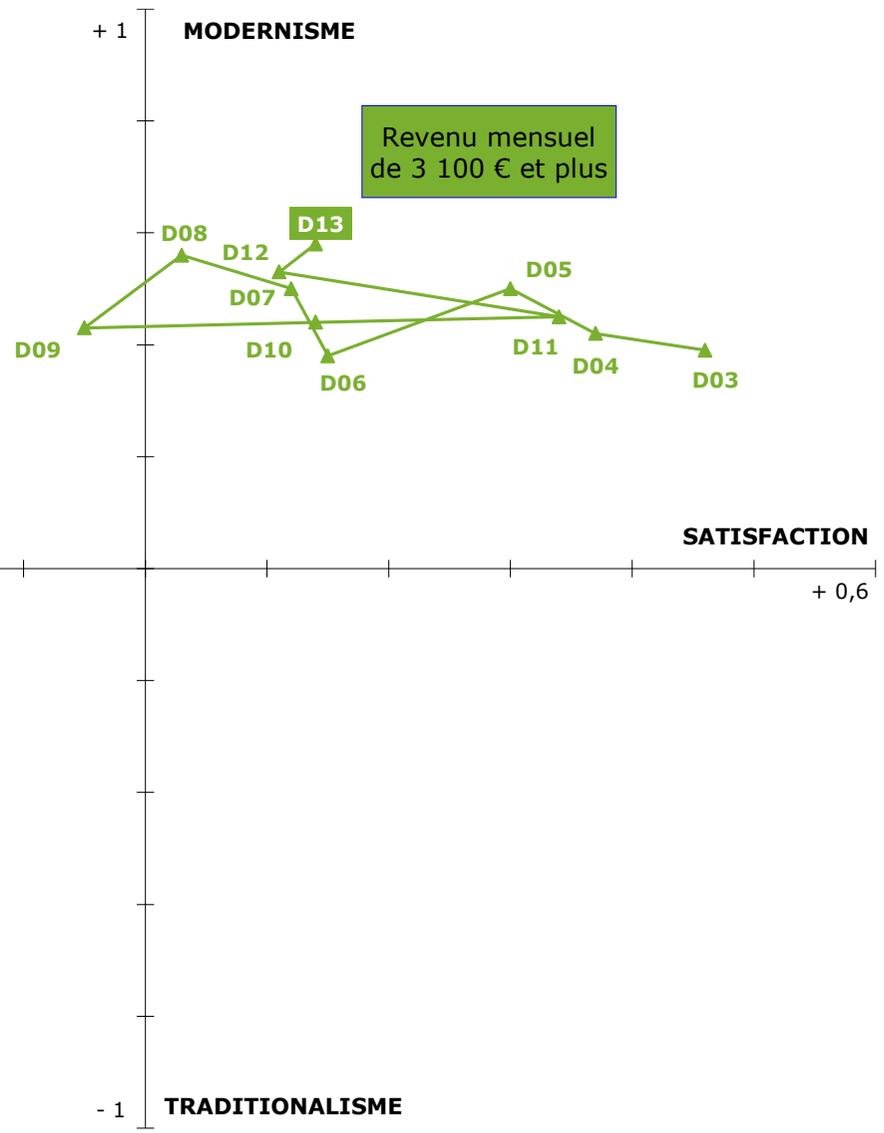
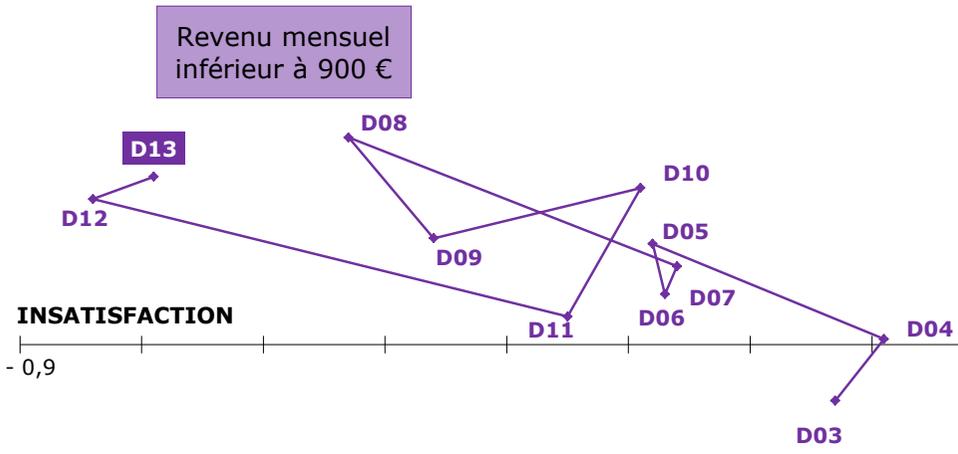
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2003-2013 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A6
L'évolution des opinions en fonction du diplôme
(Projection de la variable "diplôme x années")



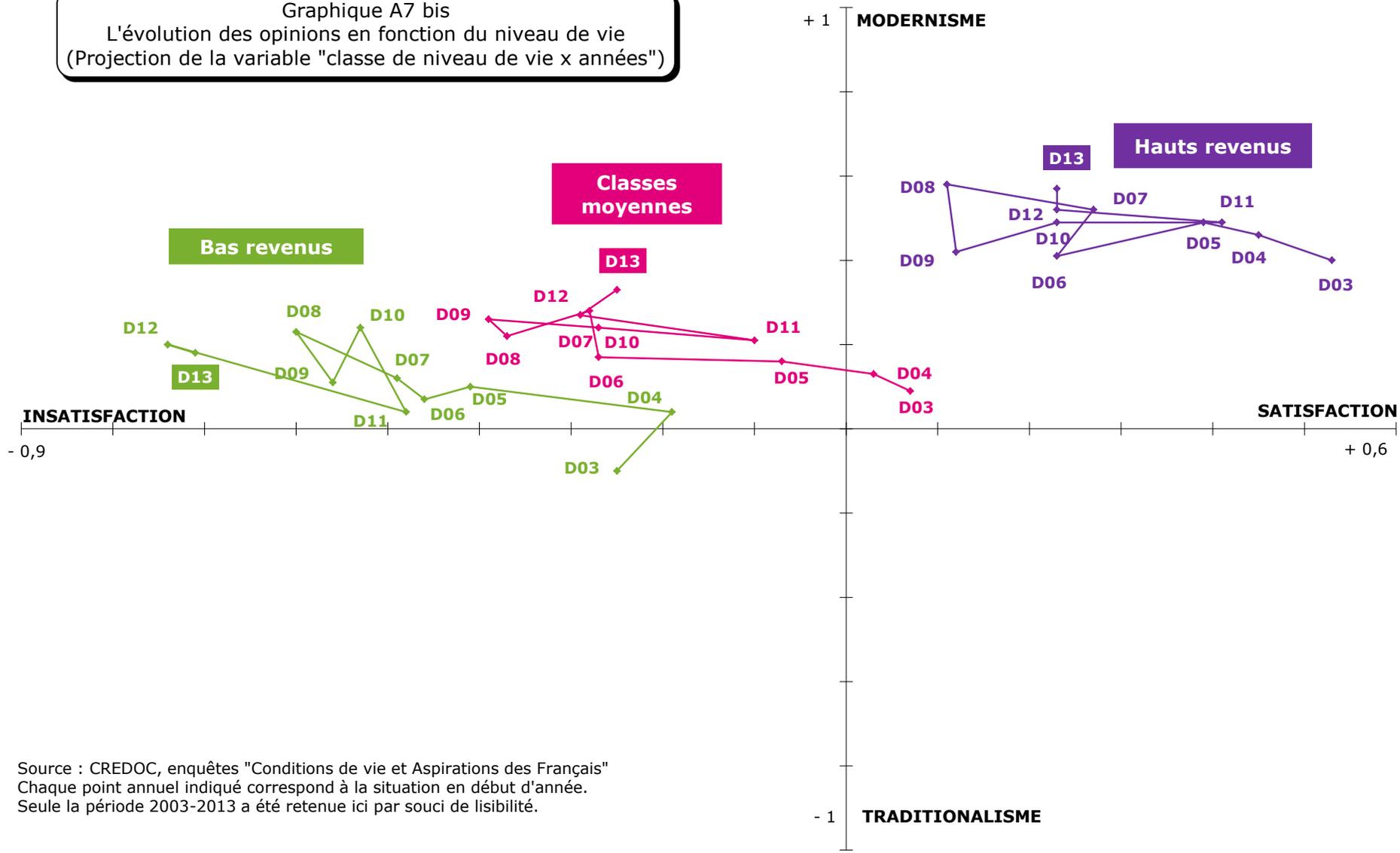
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici ,par souci de lisibilité.

Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction des revenus
(Projection de la variable "revenu x années")



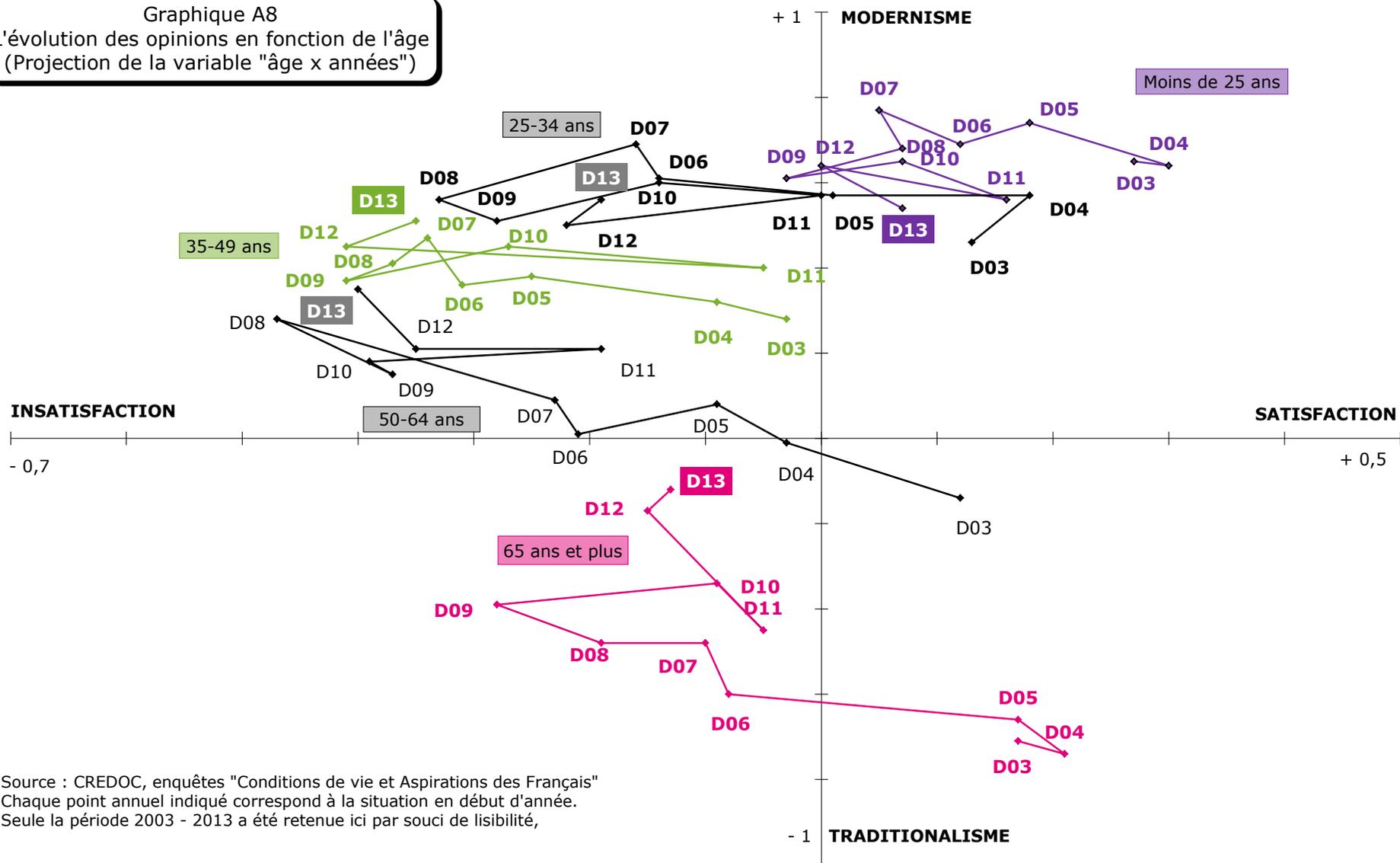
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici ,par souci de lisibilité.

Graphique A7 bis
L'évolution des opinions en fonction du niveau de vie
(Projection de la variable "classe de niveau de vie x années")



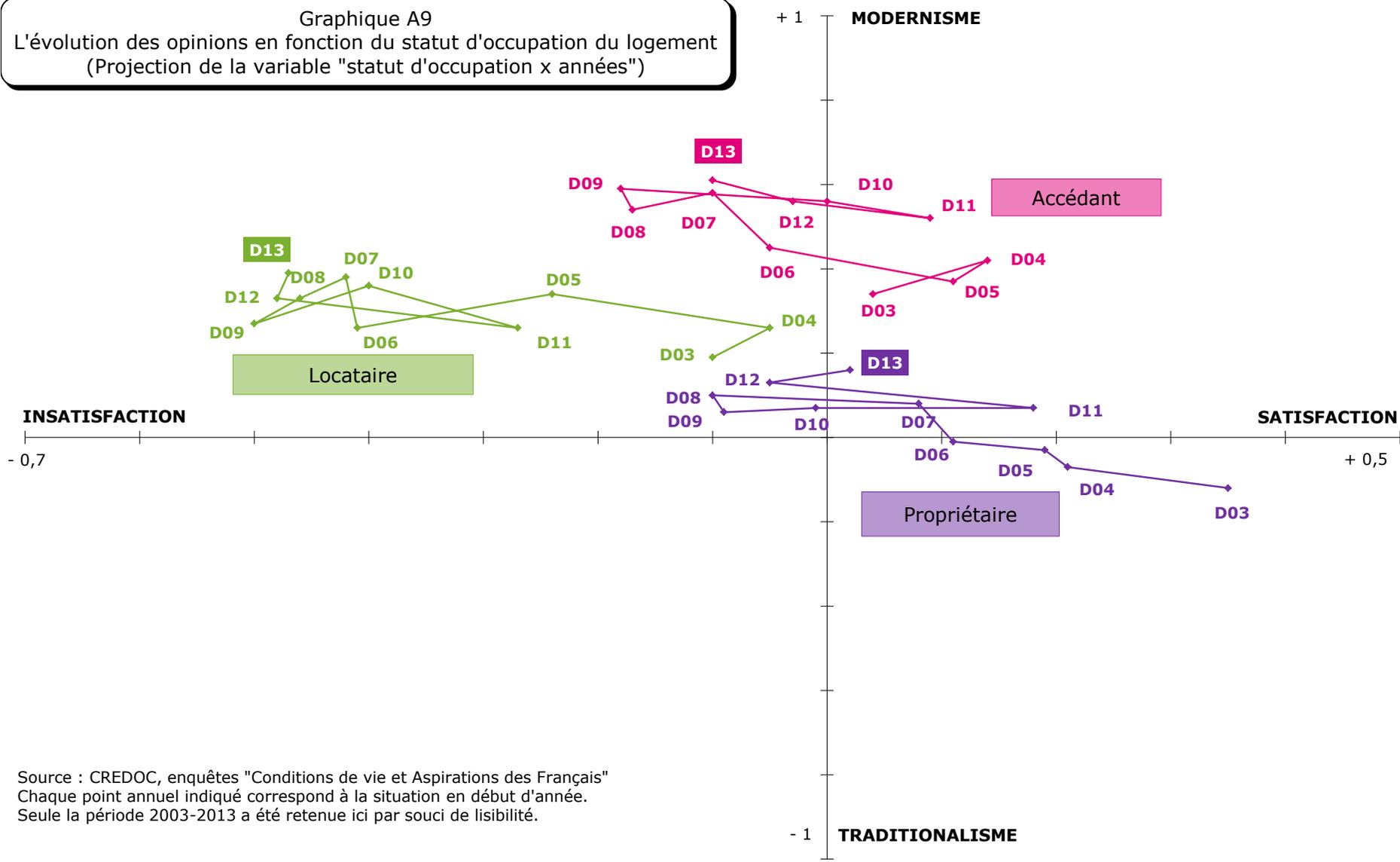
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A8
L'évolution des opinions en fonction de l'âge
(Projection de la variable "âge x années")



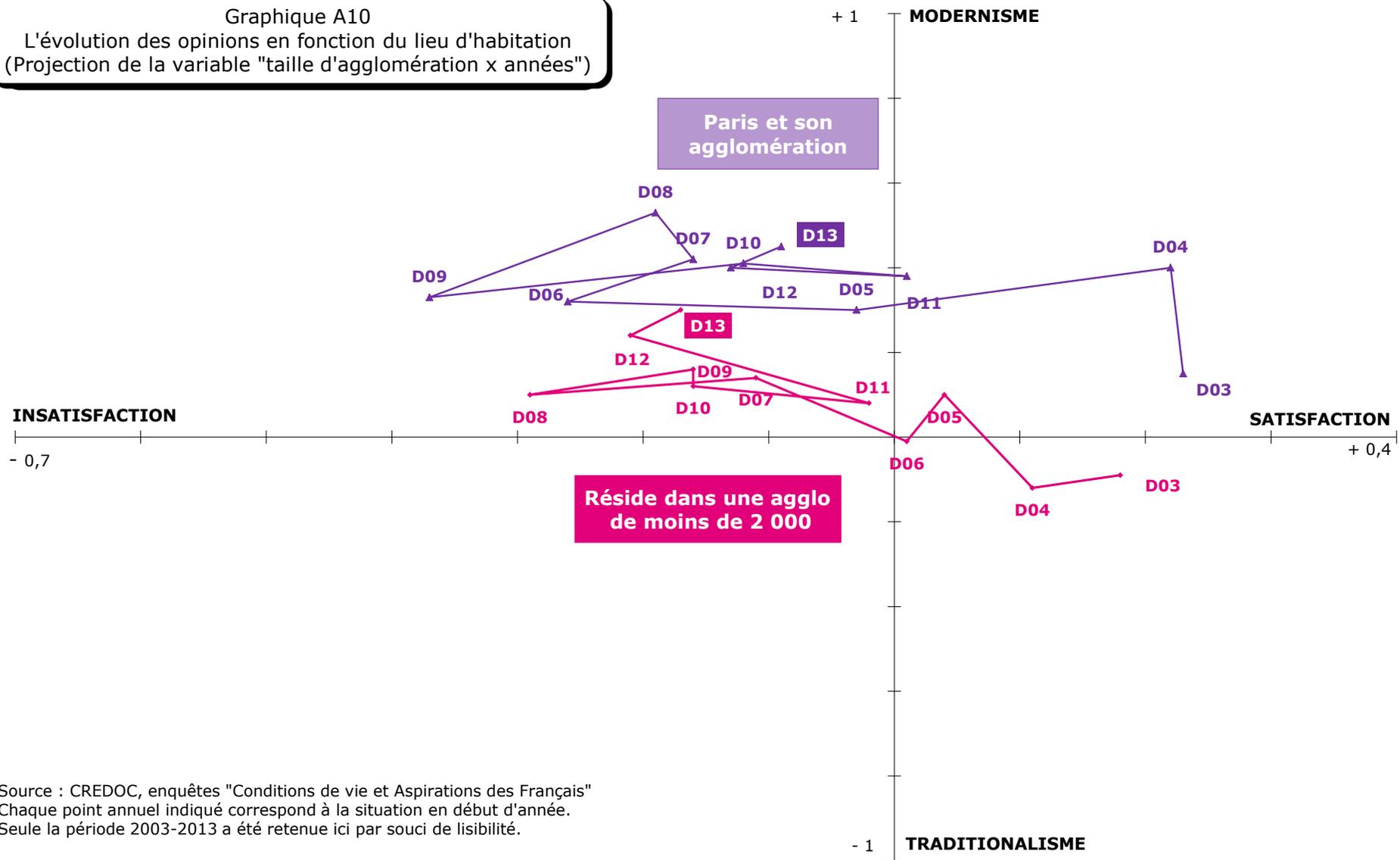
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003 - 2013 a été retenue ici par souci de lisibilité,

Graphique A9
L'évolution des opinions en fonction du statut d'occupation du logement
(Projection de la variable "statut d'occupation x années")



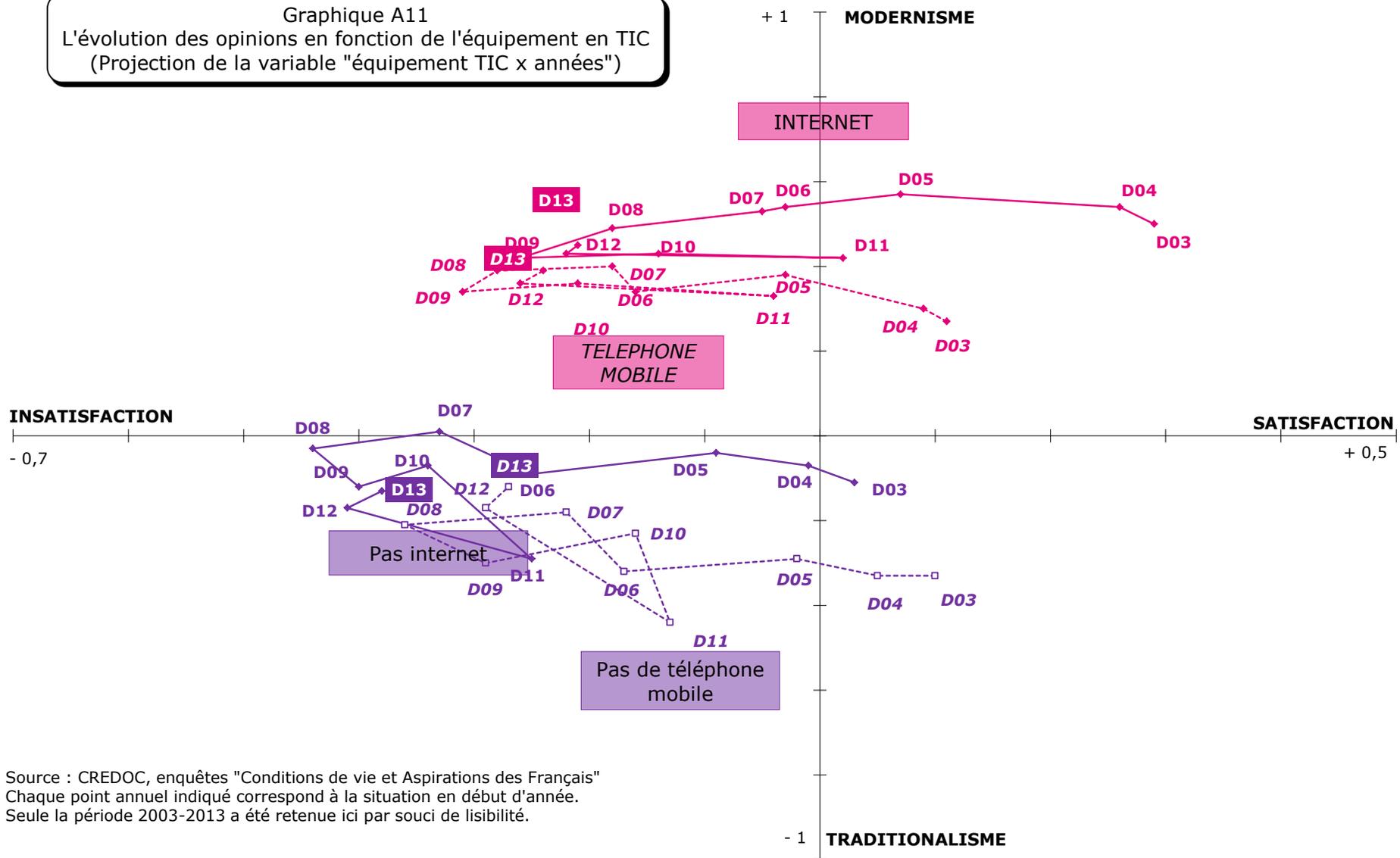
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A10
 L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation
 (Projection de la variable "taille d'agglomération x années")

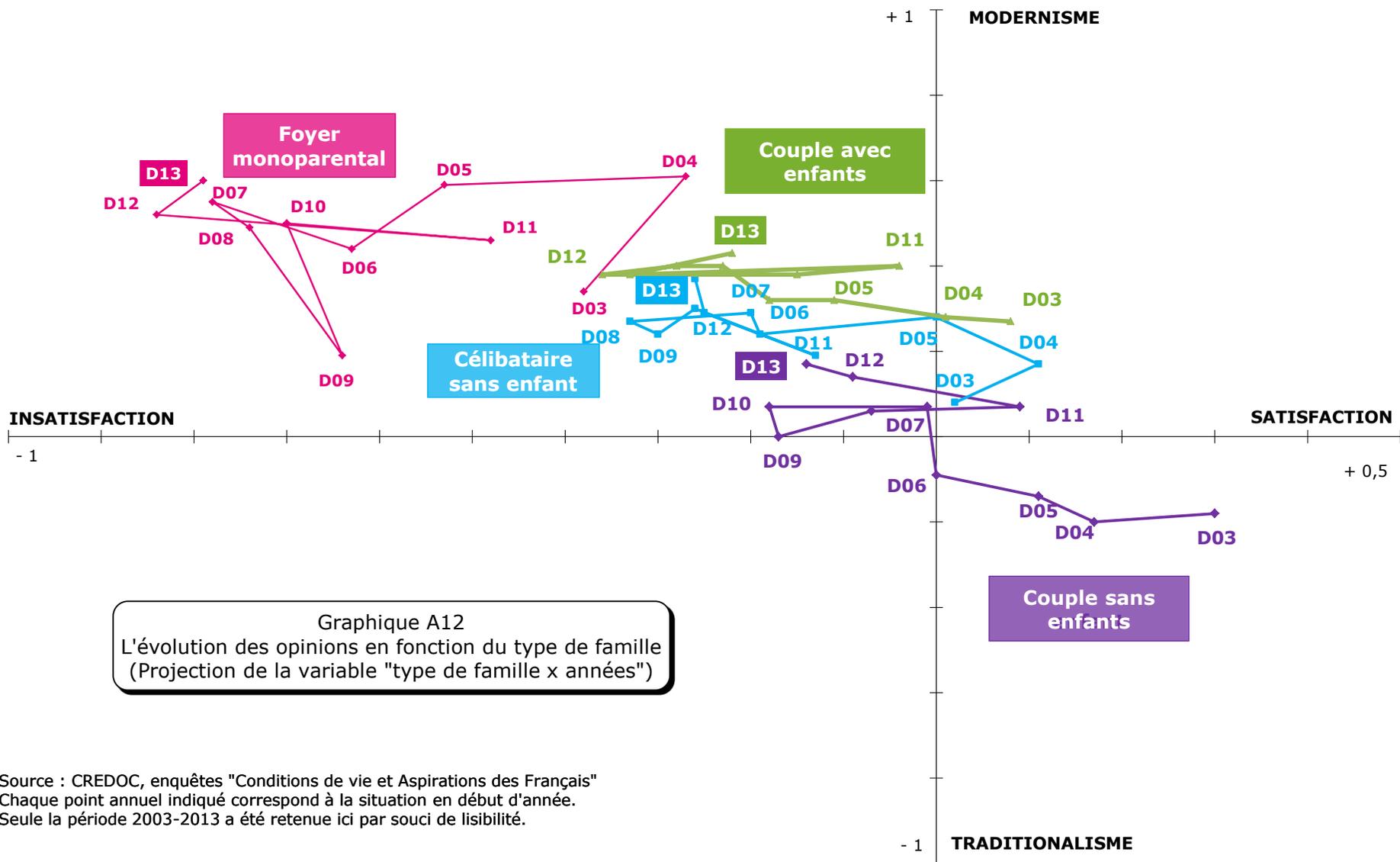


Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2003-2013 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A11
L'évolution des opinions en fonction de l'équipement en TIC
(Projection de la variable "équipement TIC x années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici par souci de lisibilité.



Graphique A12
L'évolution des opinions en fonction du type de famille
(Projection de la variable "type de famille x années")

Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2003-2013 a été retenue ici par souci de lisibilité.

